

enormi

Magazine

10

MANAGEMENT

GABRIEL TCHANGO

Le développement de Port-Gentil chevillé au corps.



ACTUALITÉS

Industrie pétrolière : Total Gabon cède des actifs à Perenco pour près de 350 millions de dollars.

DOSSIER

Industrie pétrolière : Une situation peu enviable en 2020.



**SCANNEZ
LE QR CODE**

Pour plus de contenu
sur notre site web
www.enormi.com

MAGAZINE GRATUIT



771473 968012 >



comunik

Chaque Expérience est *unik*

Communication d'Influence et Corporate, Studio Graphique et Événementiel



Communication d'Influence

Conseil en communication personnelle et en stratégie d'influence des dirigeants.



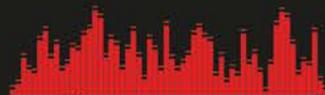
Communication Corporate

Nous développons votre audience pour vous offrir un réseau qualitatif et important.



Studio Graphique

Nous révélons le contenu génétique de l'entreprise à travers l'ensemble des supports physiques et pixel



Événementiel

Plus qu'une simple boîte événementielle, Com'Unik est une source d'idées originales et de prestations de qualité.

+241 66 97 84 27 | 77 26 05 09

commercial@comunik.info | christian@comunik.info | www.comunik.info

@ComUnik

Directeur de publication

Dorine Henry M.

Rédacteur en chef

Seif Mostley

Graphisme & maquette

Davy Megnie  [Think different](#)

Photographies

Bambi Photographie

Régie publicitaire

Prestige Com Premium

Téléphone : +241 77 75 65 65

Équipe de rédaction

Christian Boua

Griffin Ondo

Tsira

AIMK

Tirage mensuel

5000 exemplaires

Imprimé par

Services Prestiges International

Points de distribution

À Libreville

Le Méridien Ré-Ndama

Complexe Life by Mayena

Spa Yacine

La Maison de Lulu

Restaurant L'Exoty's

Urban FM

Oyem

Hôtel Marguerite

Ont participé

Jean Paul Augé Ollomo

Stevie Mounombou

Damien Le Grant

Mikel Doussengui

Rosny L. Elischama

Brice Gotoa

Suivez-nous également sur les réseaux sociaux

@Enoromi Magazine



LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, LE RENDEZ-VOUS AVEC L'AFRIQUE N'EST PAS POUR DEMAIN.

Élaboré par l'anglais Rob Hopkins, le concept de transition écologique met un point d'honneur à valoriser la résilience des populations à travers l'expérimentation et le changement de comportement pour un équilibre dynamique de l'écosystème. Il a longtemps été mis en exergue dans l'agriculture avec la permaculture dans le but de promouvoir le respect de la biodiversité de chaque système. Ces dernières années, la transition écologique s'est imposée comme une pensée politique majeure en occident, notamment en France où depuis 2020, le gouvernement a érigé la Transition écologique en ministère.

Les discours des dirigeants mondiaux accordent désormais, plus que par le passé, un intérêt particulier à la protection de l'environnement. La crise du Sars-Cov 2 ou Covid-19, qui n'a épargné aucun continent, a réactivé chez un grand nombre de partisans de la préservation de la nature, l'idée de faire le pas de la transition écologique. Pour signifier ce virage écologique, les populations françaises, par exemple, lors des dernières élections locales, ont confié la gestion de plusieurs villes au parti Europe Ecologie-Les Verts (EELV).

De l'Europe occidentale au Japon, en passant par l'Australie et l'Amérique, les populations expriment les mêmes attentes écologistes. Les Occidentaux exigent notamment de leurs États des changements radicaux pour sauver le monde, des aléas de la nature. Les gouvernements sont de plus en plus prompts à prendre des lois au profit de l'écologie, en lien avec les énergies renouvelables, les véhicules propres, l'agriculture biologique, les maisons à faible consommation énergétique, etc. Du bitume aux parlements, les discussions sont dynamiques, souvent houleuses. Dans cette cohue, reste un éternel absent : l'Afrique.

L'Afrique est en effet aux abonnés absents des discussions sur la transition écologique. Quoiqu'il me semble juste de préciser qu'au 21e siècle, le combat écologique est sorti

des films de science-fiction pour devenir une réalité. Les entreprises de l'économie verte sont aujourd'hui des majors à l'image de Tesla. L'Afrique, pour sa part, se borne à investir dans « l'écologisme primaire », qui n'a rien d'extraordinaire que de transformer des parties entières de son territoire en parcs nationaux. Ce qui n'est pas loin des attitudes rentières qui sont aux fondements de son économie. On n'investit pas, on récolte. Or, la transition écologique exige de trouver des réponses au dérèglement climatique. Des solutions scientifiques qui nécessitent un investissement financier important. Seulement, l'Afrique est à la remorque des initiatives de développement durable. Elle laisse entrevoir un engagement intéressé dans le seul but de capter les financements internationaux sans un véritable engagement sur le terrain de la recherche et de l'innovation.

Les pays africains sont à la quête de l'obole. Le NEPAD ou Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique engagea jadis le continent sur le chemin de la croissance et le développement durable. Dix-neuf ans plus tard, l'absorption des « gaps fondamentaux entre les pays développés et l'Afrique » n'a été qu'une chimère de plus. Tandis que le Nord investit massivement dans la recherche et l'innovation, l'Afrique tend la main pour la « miette », soit un financement qui, déjà insignifiant, n'est presque jamais réinvesti dans les actions écologiques.

En Afrique, les organisations de lutte contre la pollution, plutôt inscrites dans le « green business », n'influencent pas les politiques sur les questions écologiques. Les villes africaines sont des décharges à ciel ouvert et elles sont bien parties pour le rester.

Pourtant, plus que jamais, l'Afrique doit cesser d'être la dernière roue du carrosse. Elle doit encourager sa population à une prise de conscience véritable sur l'urgence de la transition écologique. Elle doit accompagner les entreprises à soutenir davantage les initiatives locales en proposant des solutions permettant la migration vers des énergies renouvelables, la construction des automobiles non polluantes, des villes moins énergivores et une industrialisation prenant véritablement en compte le « développement durable ». ●



Seif Mostley
Rédacteur en chef

Sommaire



06

Actualité.

Total Gabon cède des actifs à Perenco pour près de 350 millions de dollars.



10

A la Une.

Gabriel TCHANGO

Le développement de Port-Gentil chevillé au corps.

Depuis son élection à la tête du Conseil municipal, à la suite des élections législatives de 2018, il fait de l'embellissement et du développement de Port-Gentil ses principales missions. Dès son installation au poste en mars 2019, Gabriel Tchango s'est révélé à ses administrés comme un homme déterminé que même la pandémie de Covid-19 n'a pas dévié de sa trajectoire. Dans cette interview accordée à Enoromi Magazine, le maire de la capitale économique du Gabon revient sur les différents travaux initiés depuis son arrivée et dont la réalité est palpable sur le terrain. Il n'omet pas son implication dans la lutte et la riposte contre la Covid-19.

ACTUALITÉS

- 06 Total Gabon cède des actifs à Perenco pour près de 350 millions de dollars
- 07 Gabon Oil Company/Sogara : Retour au format initial.
- 08 Trois ans de plus pour Alain Bâ Oumar à la tête de la CPG
- 09 La relance de l'économie en discussion à la 35e session du Conseil des ministres de l'UEAC

ENTREPRENEURIAT

- 16 Donald Urbain INDINGUI
Entrepreneur, coach et promoteur touristique.

DOSSIER

- 20 Industrie pétrolière
Une situation peu enviable en 2020

TRIBUNE

- 24 Dieudonné MINLAMA MINTOGO
Gabon : Indépendance AN 60, c'est le temps !



20

Dossier.

INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

Une situation peu enviable en 2020.

ENQUÊTE

26 Autosuffisance alimentaire : Où en est le programme GRAINE ?

MAIS ENCORE...

30 N'DO-MAN

Conseiller-psychologue et artiste hip-hop.

DEVELOPPEMENT PERSONNEL

32 Faire de son patron un allié, c'est possible.

SPORT

34 Tour d'horizon des sportifs gabonais en 2020

CULTURE

38 Face à la covid-19 les artistes gabonais renouent avec la solidarité.

DÉCOUVERTE

40 Parc national de Loango
1 550 km2 d'éblouissement.

ZOOM SUR

42 DIGIE-WOMEN SCHOOL

Les femmes à l'école des métiers du numérique!

INTERNATIONAL

44 Ibrahim Boubacar KEITA

La chute..



26

Enquête

Autosuffisance alimentaire : Où en est le programme GRAINE?

Actualités



Total Gabon cède des actifs à Perenco pour près de 350 millions de dollars.

Le groupe pétrolier français Total a annoncé, à la faveur d'un communiqué de presse le 30 juillet 2020, que sa filiale Total Gabon a signé un nouvel accord avec Perenco Oil & Gas Gabon, en vue de céder ses participations dans sept champs offshore, matures non opérés ainsi que ses intérêts et le rôle d'opérateur dans le terminal pétrolier du Cap Lopez dans la province de l'Ogooué-Maritime. Le prix à payer par Perenco se situe donc entre 290 et 350 millions de dollars (entre 175 et 210 milliards de francs CFA), en fonction des prix futurs du Brent. Mais cette transaction reste soumise à l'approbation du gouvernement gabonais..

« Dans le contexte pétrolier actuel volatile, cette transaction permet à Total Gabon, d'une part de se concentrer sur ses principaux actifs opérés afin d'en tirer le meilleur parti et d'autre part, d'assurer la pérennité du terminal du Cap Lopez en permettant la consolidation des volumes de deux acteurs majeurs au Gabon au sein d'un même terminal. Nous restons pleinement engagés au Gabon comme acteur de l'industrie pétrolière du pays. Nous continuerons à mettre en œuvre toutes les actions pour maximiser la valeur de nos pôles de production opérés d'Anguille-Mandji et de Torpille-Baudroie-Meroue », a déclaré Nicolas Terraz, président du conseil d'administration de Total Gabon.

Toutefois, Total Gabon n'est pas à sa première transaction avec Perenco. En effet, en mai 2017, présent au Gabon depuis plus de 90 ans et dont la production s'était élevée à environ 33 000 barils d'équivalent pétrole par jour en 2019, soit 25% du marché, Total avait choisi de céder une bonne partie de ses actifs au franco-britannique Perenco. Celui-ci avait racheté, à la major française, cinq champs en exploitation au Gabon pour 350 millions de dollars représentant quelque 13 000 barils par jour ainsi que des participations dans des blocs d'exploration.

Le cumul de ces différentes acquisitions permet aujourd'hui à Perenco d'entrevoir la position de premier opérateur pétrolier au Gabon. D'autant plus que la production de pétrole brut liée aux participations de Total Gabon dans les actifs à céder s'est élevée à environ 8 000 barils par jour pour l'année 2019.

Perenco leader dans la production pétrolière au Gabon

Les activités de production de Perenco au Gabon ont commencé en 1992 avec l'acquisition de champs matures au large de Port-Gentil, avec 8 000 barils de pétrole produits quotidiennement. La reprise de certains champs pétroliers matures de Total Gabon s'est vite révélée bénéfique. Depuis le 1er novembre 2017, en effet, la production pétrolière de la compagnie pétrogazière franco-britannique s'est accrue de 25 000 barils par jour. Cette croissance est le fruit de l'exploitation de neuf champs pétroliers, dont six offshore et trois onshore rachetés auprès de la compagnie Total Gabon.

D'après les responsables de la compagnie, grâce à l'entrée en production des champs Grondin, Barbier, Mandaros, Girelle, Pageau, Hylia en offshore et Coucal, Avocette et Attora en Onshore, l'opérateur franco-britannique s'empare de la place de leader dans la production pétrolière au Gabon. Perenco Gabon est devenu le premier opérateur pétrolier et gazier du Gabon. La compagnie est également devenue propriétaire de l'oléoduc qui achemine le pétrole de Rabi à Cap Lopez près de Port-Gentil dans l'Ogooué-Maritime.

En 2018, la production moyenne annuelle atteint 90 000 barils de pétrole par jour et 50 millions de pieds cubes de gaz naturel. Cette croissance a été soutenue par le développement continu de champs matures, une stratégie d'acquisition équilibrée et plusieurs succès d'exploration. Entre 2014-2015, l'investissement brut de Perenco au Gabon s'est élevé à près de 575 milliards de francs CFA (un milliard de dollars), permettant notamment de financer le forage de 40 puits et de nombreux projets d'infrastructures.

Depuis plus de 10 ans, Perenco fournit du gaz naturel aux centrales électriques de Libreville et de Port-Gentil. Le Gaz est produit onshore, traité selon les spécifications en vigueur et livré sous pression à l'aide d'un gazoduc de 450 km.

En Afrique où il tisse sa toile, acquisition par acquisition, outre le Gabon, le groupe est aussi présent au Cameroun, au Congo Brazzaville, en République Démocratique du Congo et en Tunisie. Le continent africain représente aujourd'hui près de 45% de sa production totale. ●

Brice GOTOA



Gabon Oil Company/Sogara : Retour au format initial.

Le gouvernement a décidé, le 14 août 2020, de limiter le champ d'action de Gabon Oil Company (GOC) avec la suppression de ses filiales Gabon Oil marketing (GOM), Gabon Logistics & Services (GLS) et Gabon Engineering & Construction (GEC). Une décision qui vise à recentrer cette entreprise publique sur son cœur de métier : la gestion des participations de l'État dans le secteur pétrolier. Le projet de fusion avec la Société Gabonaise de Raffinage a également été abandonné.

Deuxième compagnie nationale pétrolière de l'histoire du Gabon après Petrogab (1979-1993), Gabon Oil Company (GOC) a été amputée. A l'issue du Conseil des ministres du 14 août 2020, la société créée en août 2011 a subi la dissolution de ses filiales, Gabon Oil Marketing (GOM), Gabon Logistics & Services (GLS) et Gabon Engineering & Construction (GEC).

Créée en 2015, Gabon Oil Marketing était chargée d'assurer la commercialisation et le transport des produits pétroliers et le renforcement de l'activité de stockage. Gabon Logistics & Services, quant à elle, assistait les entreprises dans le transit maritime, aérien et routier, le transport maritime, aérien et terrestre, la consignation des navires et l'assistance administrative. Gabon Engineering & Construction, pour sa part, était spécialisée dans les travaux d'ingénierie et de gestion des stations-service.

Selon le gouvernement, la disparition de ses filiales vise à recentrer la GOC sur son cœur de métier : la gestion des participations de l'État dans le secteur.

Plus de fusion avec Sogara !

La dissolution des filiales de la GOC s'est également accompagnée d'une autre décision : l'abandon du projet de fusion de la Société Gabonaise de Raffinage (Sogara) avec la GOC. Envisagée depuis longtemps, mais tardant à se matérialiser, la cession des parts de l'État dans la Sogara au profit de la GOC, a été entérinée en juin 2019. Cette annonce est intervenue alors que plusieurs médias évoquaient une exigence du Fonds Monétaire International (FMI) concernant la liquidation de la GOC et de la Sogara comme condition pour le déblocage d'une nouvelle tranche de prêt. Une information qui a rapidement été démentie par le gouvernement qui, finalement, est revenu sur son ambition de fusion une première fois, le 16 juillet 2020, en annulant le projet de décret initié en 2019. Un abandon entériné en Conseil des ministres un mois plus tard.

Ainsi la Sogara et la Société Gabonaise d'Entreposage des Produits Pétroliers (SGEPP) se voient confortées dans leur rôle : le raffinage et la commercialisation des produits raffinés et le stockage des hydrocarbures. Deux activités dans lesquelles le groupe GOC avait considérablement grignoté des parts de marchés, concurrençant ainsi la Sogara et la SGEPP.

La transparence dans la gestion financière

Amputée de ses filiales et privée de la fusion avec la Sogara qui l'aurait rendue toute-puissante, la GOC, désormais chancelante, doit se réorganiser et laver sa réputation. En 2019, la société a été au cœur d'un vaste scandale de détournements. Selon des révélations du quotidien L'Union, en novembre de cette année-là, 85 milliards de francs CFA auraient été détournés en moins de deux ans au sein de la société publique dirigée par Patrichi Tanasa (mai 2018-novembre 2019), actuellement en détention. La liste des malversations est aussi longue que les montants prétendument détournés sont importants : 43 milliards de francs de décaissements non justifiés pour Gabon Oil Marketing, 25 milliards pour Gabon Engineering & Construction et Gabon Logistics & Services.

À cela s'ajoute 6,7 milliards de francs CFA de chèques décaissés au nom de personnes physiques sans justificatifs, 900 millions de biens acquis non actifs dans le patrimoine de l'entreprise, un règlement de 2 milliards de francs CFA en faveur de Dupont Consulting Company, une société chargée de la certification des comptes de la GOC, etc.

Après ce scandale, la GOC doit retrouver des couleurs en s'appliquant sur son cœur de métier, avec une plus grande transparence dans la gestion financière. En effet, jusque-là, la GOC ne rend pas publics ses états financiers. Seuls les résultats nets ont été annoncés pour les années 2017 et 2018. À ce sujet, le résultat net pour 2017 est de -6,112 milliards de francs CFA et progresse à 18,452 milliards de francs CFA en 2018. En l'absence d'informations plus détaillées, impossible de déterminer quelle part est issue de l'exploitation et quelle est celle issue des cessions des parts sur Remboué et Mboumba, notamment. Tout le défi donc de François Ntombi Tsibah, promu au poste de directeur général de la GOC le 7 mai 2019, en remplacement de Patrichi Tanasa. ●

Stevie MOUNOMBOU

Actualités



Trois ans de plus pour Alain Bâ Oumar à la tête de la CPG.

●●●●●●●●
Alain Bâ Oumar a été reconduit à la tête de la Confédération patronale du Gabon, le 12 août à Libreville, pour un nouveau mandat. Au cours des trois prochaines années à la tête de la CPG, le manager de 57 ans va notamment poursuivre le chantier du rayonnement de la première organisation patronale du pays, le renforcement de son rôle de groupe d'influence économique auprès des pouvoirs publics et l'amélioration continue du climat des affaires.

Un conseil d'administration extraordinaire de la Confédération patronale du Gabon (CPG) s'est réuni le 12 août à Libreville, pour élire le nouveau président de cette organisation. Unique candidat en lice, le président sortant, Alain Bâ Oumar, a été reconduit à la tête de la CPG pour un nouveau mandat de trois ans. Élu à une très large majorité, il a récolté 24 voix pour, une voix contre et six bulletins blancs. Le «nouveau» président a été adoubé par les administrateurs pour les réformes entamées depuis sa prise de fonction en 2017 pour rendre la CPG plus inclusive et plus performante.

La CPG est une actrice incontournable de l'économie gabonaise. Elle regroupe 300 entreprises qui représentent 80% du PIB et 90% de l'emploi formel gabonais. La CPG a pour objectif de promouvoir les actions et le développement des entreprises et des PME, de défendre les intérêts économiques de ses adhérents et de participer aux négociations avec les pouvoirs publics.

«Nous avons été élus, il y a trois ans, sur la base d'un plan d'action, et lorsqu'on fait le bilan de l'exécution de ce plan d'action, on se rend compte que beaucoup de choses ont été obtenues. Il s'agira dès aujourd'hui d'accélérer ce processus, de terminer ce que nous avons commencé et d'intensifier l'action de la CPG sur des domaines prioritaires que sont l'environnement des affaires, la PME gabonaise, entrepreneuriat des jeunes», a confié Alain Bâ Oumar à la suite de sa réélection.

Des avancées majeures pour la CPG entre 2017 et 2020

Le mandat qui s'achève a été marqué par des avancées non négligeables pour la CPG. On peut citer, pêle-mêle, le renforcement de la contribution des branches et syndicats membres à travers l'expérimentation de pôles sectoriels; l'aboutissement d'une réforme visant à consolider et à renforcer les branches et syndicats pour les rendre plus représentatifs (réduction du nombre de branches et syndicats de 30 à 20 maximum); la rationalisation du conseil d'administration pour en améliorer le rendement (réduction du nombre d'administrateurs de plus de 60 à 20), et l'amélioration du climat des affaires (nouveaux Codes pétrolier et minier, avancées importantes sur le nouveau Code du travail).

Parmi les réalisations d'Alain Bâ Oumar lors de son premier mandat, figurent également le retour de la CPG à la tête du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS) et le renforcement de sa présence à celui de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). Alain Bâ Oumar a reçu en outre l'approbation des administrateurs de la CPG pour un mandat clair. Celui-ci vise à mener à bien les discussions cruciales à venir entre le patronat et le gouvernement sur les stratégies de relance de l'économie handicapée par la pandémie du Covid-19.

En d'autres termes, il s'agira de poursuivre le chantier du rayonnement de la première organisation patronale du pays, le renforcement de son rôle de groupe d'influence économique auprès des pouvoirs publics, l'amélioration continue du climat des affaires, l'adoption d'un modèle économique de la CPG et la redynamisation de la Chambre de commerce.

30 ans d'expérience au service de la CPG

Alain Bâ Oumar, premier président de la CPG élu par suffrages directs, est membre du bureau exécutif de la CPG depuis maintenant plus de trois ans en charge du pôle des Technologies de l'information et de la communication (TIC). C'est cette expérience managériale et ce leadership qu'il a l'ambition de mettre à la disposition de la CPG qu'il dirige depuis le 24 février 2017, avec l'ambition de la rendre plus communicative, plus proche de ses adhérents et plus près des Gabonais.

Né à Libreville le 12 mai 1963, Alain Bâ Oumar porte également la casquette de PDG de IG Telecom SA (anciennement appelée Internet Gabon), société qu'il a créée en 1996, après avoir exercé pendant sept ans aux États-Unis d'Amérique.

Diplômé en Mathématiques Appliquées aux sciences sociales d'Aix-Marseille (France) et en Mathematical Statistics de l'American University Washington DC (USA), le président de la CPG a une solide expérience professionnelle forte d'une trentaine d'années dans les systèmes d'informations et les technologies de l'information et de la communication, secteur dont il est l'un des précurseurs au Gabon, avec l'introduction par sa société des premiers services d'accès Internet dans le pays. En 1996, IG Télécom SA est aujourd'hui le leader régional dans la fourniture de services de communication par satellite (VSAT). Le manager de 57 ans est également le président de la Fédération des opérateurs de communications électroniques du Gabon (Foceg), un des syndicats les plus jeunes, mais aussi un des plus puissants de la CPG en termes de contribution au PIB du pays, et qui regroupe les opérateurs de téléphonie mobile et IG Télécom SA. ●

Stevie MOUNOMBOU



La relance de l'économie en discussion à la 35e session du Conseil des ministres de l'UEAC.

.....

La 35e session du Conseil des ministres de l'Union Economique de l'Afrique Centrale (UEAC) s'est tenue le 10 août 2020 par visioconférence. Présidées par le ministre camerounais de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Lamine Ousmane Mey, ces assises avaient pour point central l'examen du Plan de relance de l'économie dans la zone de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC).

La CEMAC, à l'instar des autres institutions régionales et sous-régionales, subit les effets de la crise sanitaire mondiale liée à la Covid-19. En vue d'examiner les dispositions prises par les États membres pour relancer les économies de la sous-région, les ministres de l'UEAC se sont réunis par visioconférence. C'est en sa qualité de président de la Commission de la CEMAC que le Professeur Daniel Ona Ondo a prononcé l'allocution inaugurale de ces travaux. Ainsi, lors de son discours circonstancié, il a invité les participants à établir « les orientations et les mesures de la relance à l'échelle régionale ». Car, le contexte « sans précédent » présente un risque pour la CEMAC de « replonger dans la récession » et de voir son « PIB se contracter de l'ordre de 4 à 6%, selon les hypothèses », anéantissant ainsi les efforts de redressement consentis ces trois dernières années dans la zone.

Aussi, le Professeur Daniel Ona Ondo a-t-il invité les ministres à travailler à « l'accélération des réformes structurelles pour une croissance durable, de la consolidation de la viabilité des finances publiques et la résilience des économies face aux chocs, sur le développement du secteur privé comme moteur de relance économique, le parachèvement de l'intégration régionale, la construction d'un marché commun et l'accélération de la mise en œuvre des projets intégrateurs ».

Tout en sollicitant des États membres d'accélérer le processus de rationalisation des Communautés Economiques Régionales (CERs), le Conseil

des ministres de l'UEAC a exhorté la levée de toutes les entraves à la libre circulation des personnes en zone CEMAC, tout comme il a pris acte des dispositifs et des assouplissements mis en place par la BEAC et la COBAC, visant à préserver la pondération zéro, relative à la suspension temporaire des critères de surveillance multilatérale. Il a également pris acte des Projets de règlement portant mise en place du mécanisme d'alerte précoce des déséquilibres macroéconomiques en Zone CEMAC et des dispositions portant Dispositif de sanction pour les infractions aux règles de Surveillance multilatérale, et a recommandé une collaboration efficiente entre la BEAC, la BDEAC et la COBAC.

Dans l'optique d'une meilleure flexibilité des communications électroniques au sein de la CEMAC, le Conseil des ministres de l'UEAC a adopté le Règlement communautaire portant mise en place du « free roaming » dans les pays de la zone. Une décision qui participe à la densification de l'intégration des peuples dans la Communauté. ●

—————
Séif MOSTLEY

À LA UNE

Management

Gabriel TCHANGO

Le développement de Port-Gentil chevillé au corps.

Depuis son élection à la tête du Conseil municipal, à la suite des élections législatives de 2018, il fait de l'embellissement et du développement de Port-Gentil ses principales missions. Dès son installation au poste en mars 2019, Gabriel Tchango s'est révélé à ses administrés comme un homme déterminé que même la pandémie de Covid-19 n'a pas dévié de sa trajectoire. Dans cette interview accordée à Enoromi Magazine, le maire de la capitale économique du Gabon revient sur les différents travaux initiés depuis son arrivée et dont la réalité est palpable sur le terrain. Il n'omet pas son implication dans la lutte et la riposte contre la Covid-19.



ENOROMI MAGAZINE : M. le Maire, lorsque vous accédez à la présidence du conseil municipal de Port-Gentil, vous preniez l'engagement de travailler pour vos concitoyens. Cette première année au poste vous satisfait-elle ?

Gabriel TCHANGO : Merci pour l'intérêt que vous portez à la Mairie de Port-Gentil. Je voudrais simplement dire que je suis satisfait du travail que nous avons abattu, mon équipe et moi-même. En un an, plusieurs chantiers ont été initiés. Aujourd'hui, les résultats sont visibles.

ENOROMI MAGAZINE : D'importants défis se sont présentés à vous sitôt installé : la salubrité de la commune et son système routier. À quel niveau êtes-vous parvenu jusqu'ici ?

Gabriel TCHANGO : Dès ma prise de service à la tête du Conseil Municipal de notre commune, j'ai échangé avec le partenaire de la Mairie, chargé du ramassage des ordures ménagères. Notre service technique sera mis à contribution pour donner un coup de main à la société Gabon Propre Service. Dans quelques jours, nous recevrons deux camions chargés du ramassage des ordures. Cela viendrait freiner ce problème. Avec notre modeste budget, nous avons réhabilité certaines routes de la ville à savoir : la route Siby, au Carrefour Château en face de la Prison, et la route du Champ qui est en cours de travaux dans le deuxième arrondissement de notre cité.

En matière de lutte contre l'insalubrité, nous avons initié le concept POG 2VP (Port-Gentil ville propre, ville prospère) tous les 3es samedis du mois. Cette campagne qui sera à sa 10e édition a rencontré le soutien des grandes entreprises qui nous accompagnent à travers des aides multiformes. Reste à faire prendre conscience à chaque habitant de notre ville la nécessité de s'impliquer pleinement dans la propreté et le rayonnement de notre cité ; et cela passe par des opérations de sensibilisation auprès des chefs de quartiers et des communautés amies.

ENOROMI MAGAZINE : À côté de ces défis, la demande sociale semble toujours aussi forte, notamment chez les agents municipaux. Quelles sont vos actions à leur endroit ?

À côté de cela, j'ai mis un point d'honneur à offrir aux agents de la Mairie des conditions de travail dignes, pour leur épanouissement professionnel. Les chantiers de réhabilitation des bâtiments sont visibles et se poursuivront.



Gabriel TCHANGO : À l'endroit des agents municipaux, j'ai ouvert les discussions avec le principal syndicat de la mairie de Port-Gentil, notamment sur le cahier de charge des revendications. J'ai été franc avec eux, ces problèmes vont être réglés au fur et à mesure, selon la disponibilité de notre budget. J'ai instruit le Secrétaire général de notre institution de mettre sur pied une Commission mixte Mairie-Trésor public-CNSS, pour regarder de très près la situation des retraités de la Mairie. J'attends les conclusions de ces travaux dans les prochains jours.

ENOROMI MAGAZINE : Les restrictions budgétaires ont plombé l'action de votre prédécesseur. Souffrez-vous de ce mal vous aussi ou y a-t-il une embellie à ce niveau ?

Gabriel TCHANGO : Je ne voudrais pas parler ici de la gestion de mon prédécesseur. En un an, le gouvernement nous a fait confiance en mettant à notre disposition un budget. Mon équipe et moi travaillons avec les moyens mis à notre disposition. Nous avons un défi à relever pour le bien-être de nos concitoyens, à la

fin les Portgentillais jugeront. Aussi, voudrais-je dire aux Portgentillais que le développement de Port-Gentil est une priorité et un combat permanent pour moi et mon équipe ; mais je souhaite également que chaque fils et chaque fille de cette ville y mette du sien.

par le Chef de l'État, Son Excellence Ali Bongo Ondimba qui place le tourisme comme secteur prioritaire pour faire face au déclin du secteur pétrolier. C'est dans ce sens que mon équipe et moi travaillons de manière stratégique et au moment opportun, nous allons communiquer.



ENOROMI MAGAZINE : Poursuivez-vous toujours l'ambition de faire de Port-Gentil, une ville touristique ? Avez-vous déjà un plan, une idée mieux construite et une stratégie de financement pour y parvenir ?

Gabriel TCHANGO : Bien sûr, Port-Gentil est une ville touristique, car elle a un fort potentiel dans ce secteur. Il ne manque plus qu'à le revaloriser. Lors de mes déplacements hors du pays, je n'hésite pas à vendre la destination Port-Gentil. Il s'agit en réalité d'une vision globale énoncée

ENOROMI MAGAZINE : Actualité oblige. La Covid-19 a fait des dégâts importants aussi bien humains, sociaux et économiques dans tous les continents, mais également au Gabon et plus particulièrement à Libreville et à Port-Gentil, notre capitale économique. M. le maire de Port-Gentil, une institution de proximité avec les citoyens de la capitale économique gabonaise, quel a été l'impact de cette crise sanitaire sur vos activités relatives à la sécurité sanitaire et alimentaire de Port-Gentil. Mais également sur les entreprises ?

Gabriel TCHANGO : Merci pour l'intérêt que vous portez à la mairie de Port-Gentil, cela montre combien de fois vous suivez nos activités. Comme vous le savez, la Covid-19 a fait des ravages à travers le monde et notre continent n'est pas resté en marge. Au Gabon, plus particulièrement à Port-Gentil, dès la déclaration de la maladie par le gouvernement via le ministère de la Santé, et l'état d'urgence de crise sanitaire décrété, je me suis retrouvé avec mes collaborateurs, pour mettre sur pied des stratégies.

À cet effet, j'ai signé une note d'information adressée aux populations, et à l'ensemble des marchés de la commune, fixant les heures d'ouverture de 6h00 à 15h00, jusqu'à nouvel ordre. Ceci pour des raisons d'ordre sanitaire et sécuritaire des vendeuses, vendeurs et consommateurs. Au-delà de 15h, nous procédons au nettoyage plus approfondi c'est-à-dire à la désinfection et à la dératisation de l'ensemble desdits marchés par les services techniques municipaux. La Police municipale veille à la stricte application de ces mesures.

Concernant l'impact social économique, notre assiette de récoltes des taxes a véritablement chuté, ce qui d'ailleurs a fait baisser notre Budget d'un écart de 8 milliards, contrairement à l'année précédente. Je voudrais profiter de votre tribune pour louer le courage de ces commerçantes et commerçants qui se sont battus malgré la crise sanitaire pour continuer à vendre leurs produits au quotidien.

ENOROMI MAGAZINE : Quelles ont été les mesures de riposte que vous avez mises en place pour faire front à cette pandémie afin que les Portgentillais et les entreprises locales poursuivent en toute quiétude leurs activités si importantes pour leur survie et celles de vos services dans la gestion de la commune ?

Gabriel TCHANGO : Nous avons initié plusieurs mesures pour faire face au Coronavirus, mon équipe et moi avons installé des fontaines publiques dans les marchés de la



commune, partagé des gels hydroalcooliques, effectué la distribution des savons aux populations et aux opérateurs économiques, accéléré le nettoyage constant des marchés. En outre, j'ai lancé l'opération de désinfection et dératisation de l'ensemble desdits marchés, à travers la direction des affaires sociales, j'ai mené une vaste campagne de distribution de kits alimentaires aux familles économiquement faibles déjà identifiées par ladite direction.

Aussi, dans la même foulée, voudrais-je saluer et encourager le geste de solidarité du Coordonnateur Général des Affaires Présidentielles, Nourredin Bongo Valentin, qui a fait parler son cœur en envoyant un don important de produits alimentaires aux populations de ma cité, c'est pour moi l'occasion de lui dire merci.

Un peu plus loin, j'ai, à travers plusieurs communications par voie de médias et autres supports de sensibilisation, appelé les populations à respecter les mesures barrières pour chasser cette pandémie loin de nous. Et sans être triomphaliste, la commune de Port-Gentil, contrairement aux spéculations, est restée aux trois cas déclarés plusieurs semaines après le début de la pandémie.

ENOROMI MAGAZINE : L'année 2020 tire à sa fin, quels enseignements pouvez-vous déjà tirer de vos activités et de la crise sanitaire de la Covid-19 ?

Gabriel TCHANGO : Cette année a été pour moi une année difficile, suite à cette pandémie qui est venue ralentir les projets que je devais lancer en 2020. Comme on dit «l'homme propose et Dieu dispose». Qu'à cela ne tienne, malgré des difficultés économiques et sanitaires, j'ai mené quelques actions pour le bien de mes concitoyens. Je parle de mon programme de réhabilitation des routes de la commune que j'ai entamé dans le 2e arrondissement avec les routes «Siby», «aux Champs», «carrefour de la Prison». Je rappelle au passage que ce programme va s'étendre dans l'ensemble des quatre arrondissements de la cité pétrolière. Je remercie l'entreprise SOCO BTP, partenaire de notre institution, qui m'accompagne dans ce challenge pas facile, mais noble pour le développement de la ville.

ENOROMI MAGAZINE : Un message à l'adresse de vos concitoyens dans le cadre de la lutte contre cette pandémie et de l'assainissement de Port-Gentil pour 2020 ?

Gabriel TCHANGO : Le message à l'endroit de mes concitoyens est de respecter strictement les mesures barrières, car, comme vous le savez, le nombre de cas positifs augmente chaque jour, d'où la nécessité pour les populations de respecter les consignes édictées par le COPIL chaque soir lors de leur mise au point. Mon programme sur l'assainissement de la ville se poursuit avec le curage des caniveaux dans les quatre arrondissements pour une meilleure circulation des eaux, afin d'éviter les inondations. Je voudrais dire pour finir que les plus hautes autorités du pays, en tête desquelles, le Chef de l'État Son Excellence Ali Bongo Ondimba nous ont fait confiance pour améliorer les conditions de vie des Gabonais, nous ne les décevrons pas. Aujourd'hui les choses sont certes difficiles, mais qu'ils soient rassurés de tout notre engagement, mon équipe et moi, pour faire de Port-Gentil une ville où il fait bon vivre. Que Yeshua le miséricordieux nous accompagne et nous assiste tout au long de ce mandat. ●

*Propos recueillis par
Damien LE GRANT*

DÉCONFINEZ VOTRE MARQUE



Think different

Studio de Graphisme

+241 - (0)74 - 81 - 92 - 83



DONALD URBAIN INDINGUI

Entrepreneur, coach et promoteur touristique, DONALD URBAIN INDINGUI est de ceux qui touchent à tout et qui s'interdisent de croiser les bras, surtout en temps de crise comme celle vécue au Gabon depuis l'arrivée du coronavirus en mars 2020. Actif dans le domaine de l'entrepreneuriat à Port-Gentil, l'ancien président national de la Jeune Chambre Internationale (JCI) et chantre du « patriotisme économique et financier » retrace son parcours et porte quelques conseils aux jeunes et aux futurs patrons d'entreprises qui se plaignent de la situation actuelle ou qui hésitent à se lancer.

ENOROMI MAGAZINE
**Entrepreneur, coach et promoteur touristique...
qui est Donald Urbain Indingui?**

Donald URBAIN INDINGUI : Je suis titulaire d'un Master professionnel en Finance/Comptabilité ; j'ai exercé en cabinet, mais aussi dans quelques entreprises, et j'ai occupé des fonctions de Comptable, Chef-comptable et Directeur financier.

J'ai eu l'honneur d'être Représentant au Gabon en 2004, du

célèbre Cabinet américain de formation en Management et Leadership qui dispose à ce jour de huit (8) laboratoires de recherche sur le management, un cabinet mondialement reconnu, « DALE CARNEGIE TRAINING », après la création, en janvier 2002, du cabinet « ACTIF CONSEIL », mon cabinet d'assistance comptable, juridique et fiscale.

J'ai également eu le bonheur en mai 2002, d'adhérer à une prestigieuse organisation américaine présente dans plus de 120 pays à travers le monde : la Jeune Chambre internationale (JCI), dont j'ai occupé le poste de Président

national au Gabon en 2009, et celui de Vice-président international (VPI) en 2010 en charge de huit (8) pays de l'Afrique et du Moyen-Orient. C'est au sein de la JCI que j'ai obtenu mes diplômes de formateur en management et leadership.

En octobre 2018, après avoir parcouru de nombreux pays, la passion du voyage et du tourisme local et international m'habite, et je deviens membre du plus grand club de voyages au monde : Dreamtrips, où je découvre une magnifique façon de booster autrement le tourisme dans son pays, d'où la promotion de ce secteur d'activité un peu délaissé dans mon pays qui regorge de nombreuses potentialités touristiques.

ENOROMI MAGAZINE
Il y a quelques années le grand public vous avait découvert sur les médias avec un concept, l'IPB Gabon Crowdfunding, une plateforme de financement participatif. Quel en était l'objectif et quel bilan avez-vous tiré de cette initiative ?

Donald URBAIN INDINGUI : Je vais tout d'abord vous donner quelques détails préalables pour mieux comprendre d'où vient l'idée de lancer l'activité de financement participatif au Gabon.

Il faut noter qu'en 2010, j'ai créé une entreprise dénommée « International Pro Business » (IPB Gabon) dont le but était de proposer aux entrepreneurs, des services de relations internationales et de réseautage d'affaires à travers des rencontres diverses sectorielles et multisectorielles ; c'est ainsi que durant la même année, à Libreville, nous avons organisé, la première édition du Forum International des Opportunités d'Affaires au Gabon (FINOA). Le but de cette rencontre était de présenter aux participants l'offre économique du Gabon et surtout, inciter les entrepreneurs à s'approprier l'économie du pays et de privilégier le travail de partenariat « win-win ». Ce fut un franc succès qui

s'est renouvelé en 2011 à Port-Gentil.

Présent dans la capitale économique du pays et constatant que les entreprises de sous-traitance pétrolière étaient détenues en majorité par des non-Gabonais, ou encore, que des entreprises de sous-traitance étaient « importées », nous nous sommes proposé d'organiser en 2012, le forum national de la sous-traitance pétrolière du Gabon afin de présenter aux entrepreneurs locaux, les opportunités de ce secteur d'activité d'une part, mais surtout, de permettre à ces derniers de les saisir tout en les mettant en relation avec les majors pétroliers d'autre part, mais ce projet a finalement été récupéré par le Ministère du Pétrole de l'époque, organisé non pas à Port-Gentil, mais à Libreville et aucune valeur ajoutée n'est perceptible à ce jour malheureusement et comme d'habitude.

Cherchant à créer des contacts entre les PME et les grandes entreprises, nous avons envisagé de comprendre quelles étaient les raisons pour lesquelles les PME locales détenues par les Gabonais ne parvenaient pas à accéder à des marchés auprès de ces grandes entreprises en majorité des groupes étrangers ; l'une des réponses de la part de ces dernières était « nous ne savons pas où trouver les PME gabonaises performantes ».

Suite à cette réponse, nous avons donc lancé la mise en place d'un répertoire national des PME du Gabon afin de le mettre à la disposition des grandes entreprises et même des représentations diplomatiques présentes au Gabon et celles du Gabon présentent à l'étranger, mais ni les grandes entreprises ni les PME elles-mêmes ne s'y sont vraiment investies malgré les trois (3) éditions lancées.

Après cette expérience, nous avons compris que les PME gabonaises souffraient entre autres de deux maux : la performance et les finances. C'est ainsi que nous avons lancé le projet de la mise en place d'une « Norme nationale de certificat des PME locales »,

un label national basé sur les réalités locales qui aurait permis d'insuffler aux PME, une certaine performance et garantir aux grandes entreprises, une certaine assurance pour mieux confier du travail à nos PME. Ce projet avait même été présenté au ministre des PME de l'époque pour que le gouvernement s'en saisisse afin de délivrer des autorisations de certification, mais rien n'a été fait à ce jour.

L'idée du financement participatif est donc lancée en 2017 suite au constat préalable sur le malaise financier des PME et, afin de trouver des solutions hors circuit bancaire, nous avons initié une caravane entrepreneuriale nationale annuelle avec pour thème annuel « Solidarité et patriotisme économique et financier ». Nous avons voulu par cette rencontre, inviter les promoteurs à cultiver la solidarité entrepreneuriale locale, mais aussi les amener à découvrir une solution de financement de projet qui existe dans de nombreux pays du monde dont la France entre autres, et qui parvient à financer plus de vingt-mille (20 000) entreprises/projets par an à travers un mécanisme de levée de fonds par la foule, via Internet.

Nous avons fini par créer la plateforme de financement participatif qui avait déjà enregistré plus d'une centaine de projets en quelques mois ; des projets qui auraient pu participer à créer près de deux mille (2 000) emplois, mais qui, pour diverses raisons, a été abandonnée.

Les raisons du manque de succès de ce projet sont : l'absence de loi qui encadre l'activité de Crowdfunding ou financement participatif au Gabon, ainsi que le manque de culture de la solidarité entrepreneuriale.

En effet, je suis membre de l'association « Financement Participatif France » (FPF) et c'est le Ministère des Finances qui encadre cette activité au niveau national, car, elle fait appel à l'épargne publique, mais l'exercer au Gabon sans une loi serait illégal. Alors, le projet a été mis en stand-by,

le temps que les députés saisis pour cette question examinent l'opportunité, sachant que les moyens de collecte de fonds existent déjà grâce au Mobile par exemple, et que de nombreux promoteurs sont prêts à s'y mettre ; une opportunité à multiple retombées pour le PIB du pays.

ENOROMI MAGAZINE

Vous êtes également un des promoteurs de l'Incubateur multisectoriel de l'Ogooué-Maritime (IMOG). En quoi est-ce utile de disposer d'une telle structure à Port-Gentil ? Et, est-elle fonctionnelle à ce jour ?

Donald URBAIN INDINGUI : Premièrement, le Gabon ne se limite pas à Libreville qui concentre tous les incubateurs privés et publics, ni ne regorge des seuls entrepreneurs du pays.

Deuxièmement, les jeunes promoteurs de la capitale économique qui souhaitent avoir accès aux services des incubateurs sont obligés d'aller vivre à Libreville durant de nombreux mois de formation, sachant que, contrairement à ceux qui y vivent déjà, ils doivent payer des frais de transport de Port-Gentil à Libreville, trouver un logement, et finissent par créer des projets à Libreville alors qu'ils auraient pu le faire à Port-Gentil afin que les emplois y soient créés. Finalement, Port-Gentil se vide de ses jeunes promoteurs au profit de Libreville alors que nous devons travailler à sauver et/ou créer des emplois suite à la crise pétrolière de 2014 qui a sérieusement affecté la capitale économique.



Suite à tout ce qui précède, nous avons décidé de créer un incubateur sous une forme juridique associative à but non lucratif, afin de participer plus efficacement, à moindre coup et sur place, à la formation et l'encadrement de tous ceux qui veulent se lancer ou qui sont déjà dans l'entrepreneuriat.

Nous sommes actuellement dans la phase d'équipement des locaux, de recrutement des formateurs bénévoles et du test des programmes avant le lancement officiel.

ENOROMI MAGAZINE

Selon vous, quelle est la situation de l'entrepreneuriat aujourd'hui dans l'Ogooué-Maritime et particulièrement dans la capitale économique du Gabon ?

Donald URBAIN INDINGUI : Depuis l'année 2014, à la suite de la crise pétrolière mondiale, de nombreuses entreprises et détenues en majorité par des expatriés ont fermé ; des Gabonais ont perdu leurs emplois, et je considère que le terrain économique a été libéré au profit des locaux qui par contre, demeurent toujours spectateurs sur leur propre sol, car attendent que ces mêmes expatriés reviennent occuper à nouveau le terrain économique et proposer des emplois moins rémunérés aux mêmes compatriotes qui ont été remerciés parfois sans solde de tout compte ni régularisation de leurs cotisations retraits : un double impact négatif.

Tout le monde pense qu'il n'y a plus rien à faire à Port-Gentil et cela se ressent avec les nombreux départs vers d'autres villes du pays, principalement vers Libreville où l'herbe n'est pas plus verte et pourtant.

À mon avis, il y a tellement d'opportunités à saisir dans notre province, entre autres le tourisme, la pêche, l'agriculture, le commerce, le transport maritime et fluvial, mais aussi le transport routier grâce à la construction des deux ponts entre Port-Gentil et Omboué qui permettent de rallier le reste

du pays, les NTIC, l'éducation de qualité...d'ailleurs, grâce à IPB Gabon, nous avons même lancé un programme de « club d'affaires » par quartiers dans la capitale économique, afin d'éveiller les populations sur toutes les opportunités à saisir d'une part, et de s'unir sur certains projets de développement d'entreprises d'autre part, car, certains quartiers manquent de nombreux services et la culture entrepreneuriale est encore absente chez de nombreux citoyens.

Les opportunités sont donc bien présentes dans la province et particulièrement dans la capitale, mais il faut juste une mise à jour du logiciel mental des populations entrepreneuriales pour penser à diversifier les activités et ne pas croire que seule l'activité pétrolière constitue la source des opportunités. Malgré cela, seuls ceux qui savent saisir les opportunités en tirent pleinement profit et sont toujours à Port-Gentil.

ENOROMI MAGAZINE

Vous êtes coach et formateur dans le domaine entrepreneurial. Quel message serait le vôtre pour booster les entrepreneurs impactés par la crise sanitaire actuelle et pour encourager ceux qui ont peur de se lancer à cause de cette même crise ?

Donald URBAIN INDINGUI : Mon message va être très simple : l'un des avantages de l'être humain est sa capacité d'adaptation à toutes les situations ou expériences de la vie, car, même notre âge évolue à chaque seconde qui passe, nous nous y adaptons naturellement ; et rien ne peut donc ébranler notre potentiel créatif surtout dans un pays, dans un continent où tout est encore à faire.

Dans toutes les crises que le monde a déjà connues, il y a ceux qui pleurent et ceux qui vendent les mouchoirs ; il y a donc ceux qui vendent et ceux qui consomment ; il y a ceux qui dorment et ceux qui se lèvent pour combler la demande ou pour s'adapter aux

besoins des consommateurs ; il y a ceux qui en profitent pour s'enrichir et ceux qui s'appauvrissent ; il y a de nouveaux métiers qui se créent et d'autres qui disparaissent.

Les hommes les plus riches au monde le sont devenus durant les périodes les plus difficiles de la vie à l'exemple de Warren BUFFET ou Sir Richard BRANSON qui, en pleine période de confinement liée à la crise sanitaire mondiale issue du Coronavirus, ont énormément investi dans le secteur du transport aérien alors que tout était à l'arrêt. « Si tu es né pauvre, ce n'est pas de ton fait, mais si tu meurs pauvre, là, c'est ta faute », a dit Bill GATES.

Pour ceux qui hésitent, laissez-moi vous dire : « Now is the time », c'est le moment ou jamais de vous lancer, car, la réussite aime le goût de l'effort, et il vaut mieux apprendre à conduire avec un véhicule qui a trop de problèmes qu'avec un véhicule neuf ; le pays a trop de problèmes, et les problèmes sont des opportunités pour s'occuper et se sentir utile pour soi-même et pour la communauté.



Durant la période de confinement liée au Coronavirus, nous avons conçu un test intitulé « test de capacité entrepreneuriale » qui permet aux promoteurs d'évaluer leurs propres connaissances du domaine entrepreneurial et surtout, de mesurer les enjeux et de travailler sur certains points d'amélioration afin de mieux se préparer à affronter ce monde.

À la suite du test, nous pouvons proposer des formations ou du coaching en fonction des résultats, et ce, si le candidat le souhaite. Le test n'est nullement un verdict qui autorise ou pas à se lancer dans l'entrepreneuriat, mais il a le mérite de permettre aux candidats une remise en question et de se décider dans tous les cas.

ENOROMI MAGAZINE
L'ANPI-Gabon a initié récemment la création des entreprises en ligne, à travers le Guichet numérique de l'investissement (GNI). Cela vous semble-t-il une bonne idée pour vous, notamment pour ceux de l'intérieur du pays ?

Donald URBAIN INDINGUI : C'est une excellente chose qui colle simplement à l'évolution du monde, et je dirais même que nous sommes très en retard ; mais qu'à cela ne tienne, je tiens à féliciter l'équipe dirigée par Monsieur Gabriel NTOUGOU, actuel DG de cette institution, pour avoir pu réaliser ce projet qui va certainement s'améliorer au fil de son utilisation. L'accès à l'Internet n'est pas encore possible dans tout le pays, ce qui pourrait faire grincer des dents, mais il vaut mieux commencer que d'attendre.

D'autre part, créer des entreprises est une chose, mais veiller à ce qu'elles fonctionnent effectivement ; qu'elles créent des emplois ; qu'elles participent efficacement au PIB est un autre débat, car, depuis le lancement du GNI, 1200 entreprises ont été créées entre le 2 juin 2020 et le 5 août 2020, ce qui correspond à une moyenne de 18 à 19 entreprises par

jour sur les soixante-cinq (65) jours.

Autrement dit, peut-on espérer que 1200 emplois au minimum ont-ils été créés ? Ou que 2400 emplois auraient été créés si chaque entreprise recrutait au moins un employé ? De quels outils l'ANPI dispose-t-elle pour aller plus loin que la simple création des entreprises ? Quels sont les mécanismes de suivi qui existent entre l'ANPI et les impôts, au-delà de l'immatriculation des entreprises et de l'enregistrement des actes, ou encore entre l'ANPI et le Tribunal de Commerce au-delà de la simple immatriculation au RCCM ? Quel protocole l'ANPI a-t-elle mis en place pour suivre et encadrer les promoteurs qui, le plus souvent, n'ont pas d'expérience dans l'entrepreneuriat et font faillite ou mettent les fiches circuit aux oubliettes avant même cinq (5) ans, sans que ni les impôts, ni le RCCM et même pas l'ANPI ne soient informés ?

Il y a aussi un gros souci d'accès aux statistiques en ligne permettant de mener plus facilement des études de marchés par les entrepreneurs. L'ANPI pourrait se pencher sur cette question afin de permettre à ceux qui le souhaitent de gagner du temps selon les différents secteurs d'activité.

Un autre point à ne pas négliger est celui des entreprises de sondages ; un service qui peut aider à mener plus efficacement des études de marchés et qui est inexistant au Gabon simplement parce que dans notre culture, nous préférons mettre la charrue avant les bœufs (on se lance d'abord et le terrain va nous corriger). L'ANPI pourrait faire usage de ses moyens pour promouvoir la création d'entreprises dans ce domaine comme dans bien d'autres.

Ces quelques questions sont peut-être les mêmes que se pose l'ANPI, mais une chose est de se poser des questions, et une autre est d'apporter des solutions, car, « Time is money ». ●

*Propos recueillis par
Griffin ONDO*

Dossier



Par Griffin ONDO

INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

Une situation peu enviable en 2020

À l'inverse d'une production de brut s'étant améliorée de plus de 5% au terme des trois premiers mois, l'année 2020 n'a pas été très bénéfique au Gabon dans le domaine de l'exportation de l'or noir qui a subi les contrecoups de la surabondance de l'offre internationale. La pandémie de Covid-19, partie de Chine dès décembre 2019 pour toucher la planète entière, n'a pas arrangé les choses, alors que le pays tire encore l'essentiel de ses revenus de l'industrie pétrolière. La vente a baissé de plus de 20% en fin mars 2020.

Production et exportation : le contraste

Une production du brut en hausse

Les chiffres compilés par la Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale (DGEPF), au terme du premier trimestre 2020 et rendus publics en juin dernier, en disent long sur les difficultés financières auxquelles fait face le Gabon ces derniers mois, particulièrement depuis le début de la crise sanitaire due à la Covid-19, dont les répercussions sont visibles dans le domaine économique. Pourtant, le pays n'a rencontré jusque-là aucune déconvenue, voire très peu, dans sa production de brut qui a d'ailleurs connu une hausse non négligeable.

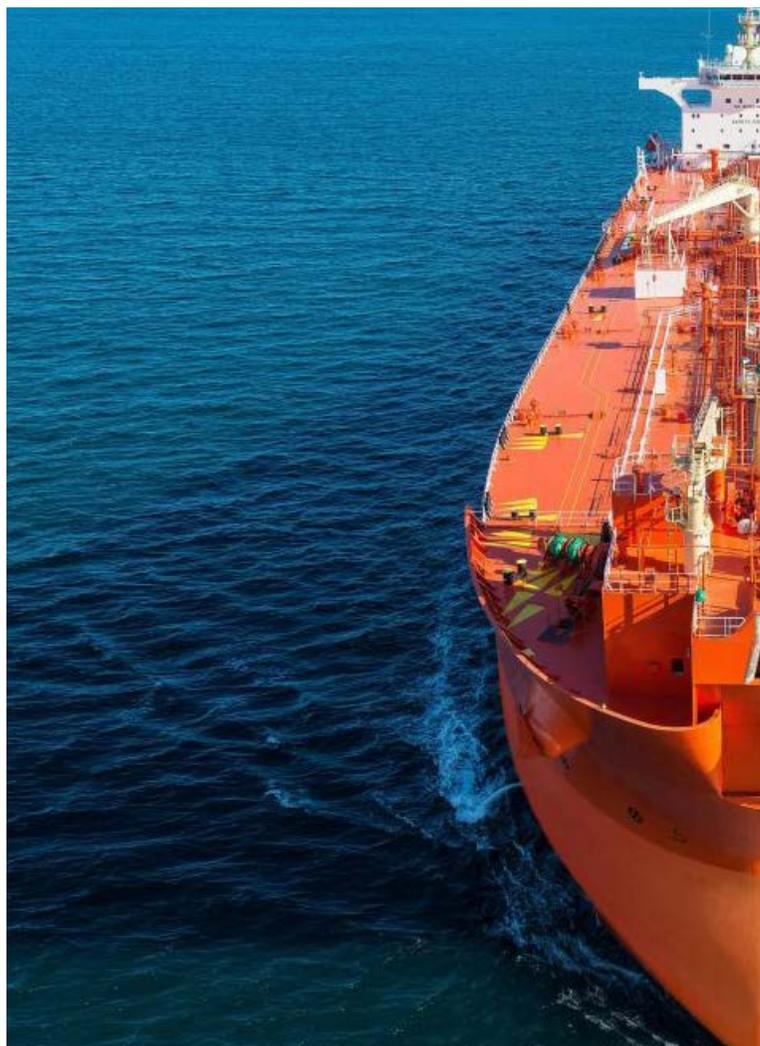
En effet, selon la DGEPF, la hausse de la production nationale de pétrole brut, observée en 2019, s'est poursuivie au terme du premier trimestre 2020. La production a ainsi progressé de 5,3%, soit 2,78 millions de tonnes contre 2,64 millions l'année précédente à la même période. La poursuite des travaux d'amélioration des rendements des champs matures et la montée en puissance du champ Simba expliquent cet accroissement.

L'exportation ne suit plus

Alors que la production nationale de brut a été soutenue jusqu'en fin mars 2020, les exportations quant à elles n'ont pas connu d'embellie. Bien au contraire. Au premier trimestre de l'année courante, les exportations de pétrole ont chuté de 20,2%, soit 2,35 millions de tonnes métriques. La raison : la surabondance de l'offre internationale qui a fortement affaibli la demande.

Par ailleurs, la DGEPF révèle que les prix moyens du brut se sont situés à 50,26 dollars le baril pour le Brent et 49,16 dollars le baril pour le panier de bruts gabonais, soit des baisses respectives de 20,5% et 21% par rapport au premier trimestre 2019. Selon l'administration, « cette évolution est liée à la crise de la Covid-19 qui a accentué la baisse de la demande de pétrole, exacerbée déjà par la guerre des parts de marchés entre la Russie et l'Arabie Saoudite, après l'échec des négociations visant une nouvelle réduction de l'offre, afin de soutenir les prix ».

Le taux de change moyen s'est quant à lui amélioré de 3%, pour s'établir à 595,204 francs CFA pour 1 dollar US.



Évolution de l'activité pétrolière

	2T 2019	3T 2019	4T 2019	1T 2020	1er Trimestres		
					2019	2020	Var20/19
Production (en milliers de barils)	20 530	20 228	19 534	20 306	19 284	20 306	5,3%
Production (en millions de tonnes)	2,812	2,771	2,676	2,782	2,642	2,782	5,3%
Exportations (en millions de tonnes)	2,560	2,447	2,597	2,352	2,950	2,352	-20,2%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	68,827	61,937	63,253	50,257	63,20	50,26	-20,5%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	68,754	61,030	63,212	49,163	62,25	49,16	-21,0%
Taux de change (\$US/FCFA)	583,678	590,145	592,451	595,204	577,62	595,20	3,0%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

Les recettes pétrolières : une hausse importante

La Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor (DGCPT) révèle qu'au premier trimestre 2020, les recettes pétrolières ont été collectées à hauteur de 19,2%. L'administration note donc une augmentation de 27,4% par rapport à la même période, l'année précédente, alors que ces recettes avaient été arrêtées à 664,6 milliards de francs CFA dans la Loi de Finances Initiale 2020. La DGCPT explique ce fait par la hausse de la production pétrolière conjuguée à l'appréciation du taux de change dollar/franc CFA, malgré la diminution des cours du baril du pétrole.

Par rapport aux prévisions, l'exécution des recettes pétrolières a été de 0,4% pour les trans-

Évolution des recettes pétrolières

	2T 2019	3T 2019	4T 2019	1T 2020	1er Trimestres		
					2019	2020	Var20/19
Impôts sur les sociétés	67,0	27,1	24,0	33,3	4,8	33,3	594,0%
Redevance Minière Proportionnelle	86,0	90,5	83,1	67,8	53,5	67,8	26,7%
Autres	54,8	65,9	75,5	22,8	21,7	22,8	5,1%
Transferts SOGARA	17,0	24,9	31,2	3,9	20,2	3,9	-80,7%
Total des recettes pétrolières	224,9	208,3	213,7	127,8	100,3	127,8	27,4%

Source : DGCPT

ferts Sogara, de 10,2% pour la redevance minière proportionnelle, de 3,4% pour les autres recettes et de 5,0% pour les impôts sur les sociétés.



Crise pétrolière : Port-Gentil au rythme des licenciements

Depuis fin 2014, à la suite de l'effondrement du prix du baril de pétrole, la ville de Port-Gentil a peu à peu perdu sa joie de vivre. La capitale économique du Gabon a été la première touchée par la crise de l'industrie pétrolière mondiale. Elle a vu plusieurs de ses habitants perdre leur emploi par centaine et plus de cinq après, les séquelles sont toujours visibles.

Il faut dire que Port-Gentil et ses environs représentent à eux seuls 90% du pétrole exploité au Gabon. De cette région proviennent en effet, depuis plusieurs années, 60% des recettes du pays. La capitale économique, jadis bonne vivante a peu à peu perdu sa joie de vivre. En cause

la fermeture de plusieurs sociétés aussi bien les sous-traitants de grandes boîtes pétrolières que certaines entreprises officiant elles-mêmes au large des côtes.

À Port-Gentil, les licenciements n'ont jamais été aussi massifs que ces dernières années. Si les chiffres officiels liés au taux de chômage dans cette localité et ses environs ne sont pas rendus publics, il est à parier qu'ils sont parmi les plus alarmants du pays, si ce n'est simplement que la cité pétrolière est depuis 2015, la ville la plus touchée par le chômage au Gabon. Celui-ci concerne principalement les jeunes qui représentent plus de la moitié des 140 000 habitants que compte cette ville.

Pour donner l'exemple de l'ampleur de la crise, en 2013, soit un an avant la chute brusque du cours du baril de pétrole, certains sous-traitants des compagnies internationales telles que Total Gabon, Maurel & Prom, Perenco, etc., employaient sur site plus de 200 personnes. Aujourd'hui, c'est à peine la moitié, voire beaucoup moins. D'autres sociétés, même avec moins d'effectifs, ont dû se résoudre à diminuer les salaires pour baisser les charges, quand elles n'ont pas simplement mis la clé sous le paillason.

Au plus fort de la crise, dès 2017, les autorités de la capitale économique avaient invité le gouvernement à mettre en place un « plan Marshall » censé permettre à localité et sa population de sortir du marasme. Ledit plan reste attendu et jusqu'à lors, les licenciements économiques se poursuivent dans la cité pétrolière. La crise liée à la Covid-19 n'a rien arrangé.



Tribune

Gabon : Indépendance AN 60, c'est le temps !

Le Gabon, notre pays, vient de terminer la commémoration des festivités marquant les 60 ans de son accession à l'indépendance. Dans la vie d'un homme, 60 ans, en général, c'est le temps de la retraite.

La retraite, c'est le temps des interrogations, le temps des évaluations, le temps du bilan, le temps des leçons. En somme c'est le temps des regrets pour les uns et, pour les autres, c'est le temps de la contemplation et de la jouissance. En clair, c'est le temps de la Vérité pour tout le monde !

Dans la vie d'une Nation, pour certains, 60 ans peut paraître jeune, le plus souvent pour justifier échecs ou ratés, mais pour les autres, 60 ans, c'est le temps qu'il faut !

Le temps qu'il faut pour développer un pays. C'est le temps qu'il faut pour doter un pays d'infrastructures essentielles. C'est le temps qu'il faut pour doter un pays des institutions fortes et justes. C'est le temps qu'il faut pour sortir son peuple de la précarité. C'est le temps qu'il faut pour forger une conscience nationale forte au sein de la population. En conclusion, d'une manière ou d'une autre, 60 ans c'est le temps de la Vérité pour un Pays !

60 ans, c'est le moment, le temps, pour chaque Gabonaise et chaque Gabonais de s'imposer une réflexion, une introspection, une médiation en un mot : de faire le bilan ! C'est le temps pour chacun de nous de se concentrer et d'effectuer cet exercice...

Ce bilan ne doit pas être un simple procès pour ceux qui ont géré le pays ou pour ceux qui le gèrent en ce moment. Ce bilan doit aussi prendre en compte l'implication de chacun de nous dans notre propre construction en tant qu'être humain, dans la construction de notre famille, dans la construction du pays.

Ce bilan doit nous amener à sortir de la léthargie et des postures défaitistes et fatalistes. Ce bilan doit nous amener à mettre un terme à la victimisation, à l'auto-exclusion, à l'accusation stérile « l'enfer c'est les autres », à la fiction du « tout État » et de « l'État providence ».

Ce bilan doit nous amener à fixer pour nous-mêmes, pour nos familles et pour notre pays : un nouveau cap, de nouvelles résolutions et un nouvel état d'esprit. Personne ne viendra nourrir nos enfants, les élever ou encore développer le Gabon à notre place ! C'est le temps pour chaque Gabonais de prendre ses responsabilités pour lui-même, pour sa famille et pour le pays !

60 ans, c'est aussi le temps, pour les dirigeants, les acteurs politiques, la Société Civile, tous les leaders d'opinion et les acteurs au développement de s'arrêter, de mettre de côté leurs intérêts et leurs égos, de s'asseoir ensemble autour d'une table pour parler du Gabon.

Oui c'est le temps de regarder ensemble notre parcours commun. Le temps d'évaluer, sans état d'âme, les différentes politiques publiques

menées et leurs résultats. Le temps d'analyser, de comprendre et d'assumer nos échecs et nos réussites dans les différents secteurs d'activités : éducation, santé, infrastructures, sport, culture, économie, diplomatie, sécurité sociale...

Oui, c'est le temps d'évaluer notre système politique et se poser les bonnes questions. Le temps de se poser les questions, sans tabou, sur la capacité de notre système politique à pérenniser la stabilité, à garantir la paix, à assurer une justice pour tous, à permettre les alternances politiques au sommet de l'État sans heurt ni violence, à assurer l'égalité de chance, à assurer une gouvernance efficiente de nos ressources, à assurer un développement équilibré du pays, à préserver nos us et coutumes, à renforcer notre vivre-ensemble, à renforcer l'État de Droit.

En conclusion : 60 ans, c'est le temps pour toutes les filles et tous les fils du Gabon de s'asseoir, non pas pour un partage de postes et privilèges, comme certains aiment bien le faire, mais pour faire un bilan sans complaisance, secteur par secteur, de nos 60 ans d'indépendance et définir ensemble, unis dans la concorde et la fraternité, un nouveau cap et de nouveaux horizons pour notre pays.

Soixante (60) ans, c'est le temps de la Vérité, du Bilan, de l'Engagement, des Changements et de la Renaissance ! ●

Diendonné Minlana Mintogo

Ancien candidat à la présidentielle de 2016,
Président de « Ensemble Pour la République ».

enoromi magazine

Le magazine 100% gratuit
dédié au management et à l'entrepreneuriat



Disponible en version numérique
consultable sur smartphone,
tablette, et PC

www.enoromi.com

Enquête



Par Griffin ONDO



AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE

Où en est le programme GRAINE ?

Près de six ans après le lancement officiel de ce programme, la Gabonaise des Réalisations Agricoles et des Initiatives des Nationaux Engagés (GRAINE) a-t-elle tenu toutes ses promesses ? Le projet dont l'ambition est de permettre au Gabon de réduire considérablement ses importations en produits alimentaires, voire d'accéder à l'autosuffisance dans ce domaine semble au point mort. Le lancement de sa seconde phase, pourtant prévu courant 2020, tarde. Toutefois, la Société de Transformation Agricole et Développement Rural (SOTRADER) qui gère ce programme cher aux autorités gabonaises, continue d'y croire en soutenant notamment l'activité des premiers agriculteurs bénéficiaires dès fin 2014.

ENQUÊTE Par Griffin ONDO

Créer un tissu d'entrepreneurs agricoles

C'est incontestablement le projet le plus ambitieux initié par l'Etat gabonais, qui vise dans un premier temps à favoriser l'entrepreneuriat agricole dans le pays et à lutter contre le chômage des jeunes. Lancé fin 2014, en partenariat avec le groupe singapourien OLAM qui détient 49% des parts dans la joint-venture Sotrader - la société créée pour assurer la matérialisation et la gestion du programme -, GRAINE est censé permettre aux petits exploitants agricoles locaux de jouer un rôle important dans le développement des filières palmier à huile et cultures vivrières.

Ainsi, dans un pays où l'agriculture ne contribue que marginalement à la création de richesses (environ 6% du PIB) et où le système foncier est plutôt défavorable à un accès sécurisé à la terre, le gouvernement a-t-il opté pour la distribution, aux paysans, de parcelles de 4 à 7 hectares de superficie, tout comme il a financé la formation d'une centaine de bénéficiaires en Malaisie, en collaboration avec l'Autorité du développement foncier de la Malaisie (FELDA). Il était initialement prévu qu'au terme du projet, environ 2 500 agriculteurs gabonais formés en Asie reviendront au pays pour occuper des postes de responsabilité au sein des coopératives.

De même, les autorités gabonaises ont encouragé et soutenu la création de coopératives agricoles industrielles dans le but de réaliser des économies d'échelle et d'améliorer les revenus et les cultures à cycle long et mis en place les modalités propres de préfinancement pour faciliter l'accès aux équipements. L'objectif de sa première phase (2010-2019) était d'intégrer 70 000 ha de plantations villageoises et industrielles, réparties entre une filière export composée de palmiers à huile (62 000 ha) et une filière domestique sur 8 000 ha (banane plantain, manioc, piment, tomate).



L'autosuffisance alimentaire pour cible

Ces dernières années, le Gabon, qui en dépend à plus de 60 %, n'a pas cessé de voir augmenter ses importations en denrées alimentaires, estimées aujourd'hui entre 300 et 800 milliards de francs CFA environ par an, en provenance notamment du Congo, du Cameroun et de la France (plus de 90 milliards de FCFA par an de produits agroalimentaires trans-

formés). Il faut en finir, ou du moins les réduire de moitié, exhortent de nombreux économistes et acteurs du secteur agricole au Gabon.

« L'ONU a encouragé les pays africains à allouer 10% de leurs ressources à l'agriculture, mais le Gabon y consacre moins de 1% du budget », a regretté l'économiste gabonais Mays Mouissi dans

Jeune Afrique, en août dernier.

Mieux, pour lui permettre de poursuivre le Programme GRAINE, la Banque Africaine de Développement (BAD) a accordé, en 2019, un prêt de 66 milliards de FCFA au Gabon. Seulement, au regard du contexte, une partie de cette enveloppe a été redirigée vers la lutte contre la Covid-19.

Une subvention de 100.000 FCFA mal comprise

Un peu plus de quatre ans après son lancement, le programme GRAINE s'est brusquement arrêté. Or, agronome et président de l'ONG IDRC Africa, Hervé Omva assure à Jeune Afrique que « de 2015 à 2018 [ce projet] a englouti 119 milliards de FCFA sans résultat tangible ». Selon l'entrepreneur agricole, le projet aurait été mal compris. Une partie de

la responsabilité incombe au gouvernement dont le choix de communication était plus politique, surtout à l'approche et après l'élection présidentielle de 2016.

En guise de soutien à leurs activités, l'État gabonais et son partenaire OLAM avaient consenti à verser chaque mois aux agriculteurs la somme

de 100 000 FCFA pour chacun d'eux. « Il s'agissait d'une subvention à l'investissement », indique Hervé Omva qui regrette que les planteurs aient alors pensé qu'il s'agissait plutôt d'un salaire payé par l'État. Ce qui a eu pour conséquence l'abandon de plusieurs projets aussitôt cette subvention suspendue.

Les marchés et points de vente GRAINE comme solution

Le mauvais état des routes est une des principales raisons du difficile acheminement des produits issus de la terre, de l'intérieur du pays aux grands marchés des principales villes où se concentre le gros des consommateurs. Le programme GRAINE en pâtit également. Aussi, les autorités et Sotrader ont-elles trouvé dans la création des marchés et points de vente dédiés, une solution au problème de transport des denrées.

« Dans la perspective d'assurer aux producteurs gabonais la commercialisation de leur production et des revenus décents, d'une part et d'autre part, de garantir aux consommateurs locaux l'accès à des produits agricoles de qualité et à des coûts raisonnables, le Comité de pilotage du programme GRAINE a mandaté la Sotrader à devenir le courtier national de la production agricole nationale », a déclaré en mars 2020, Calixte Mbeng, coordinateur général du programme.

« Depuis l'ouverture des Marchés GRAINE, la Sotrader a acheté près de 172 tonnes de produits agricoles aux planteurs locaux », précise Ahmed Bongo, le directeur de Sotrader, qui indique que, dans le cadre du projet, près de 850 coopératives ont été constituées, 400 agriculteurs indépendants enregistrés, 1 148 emplois créés et 2 600 agriculteurs formés.

Dépendance = hausse des prix

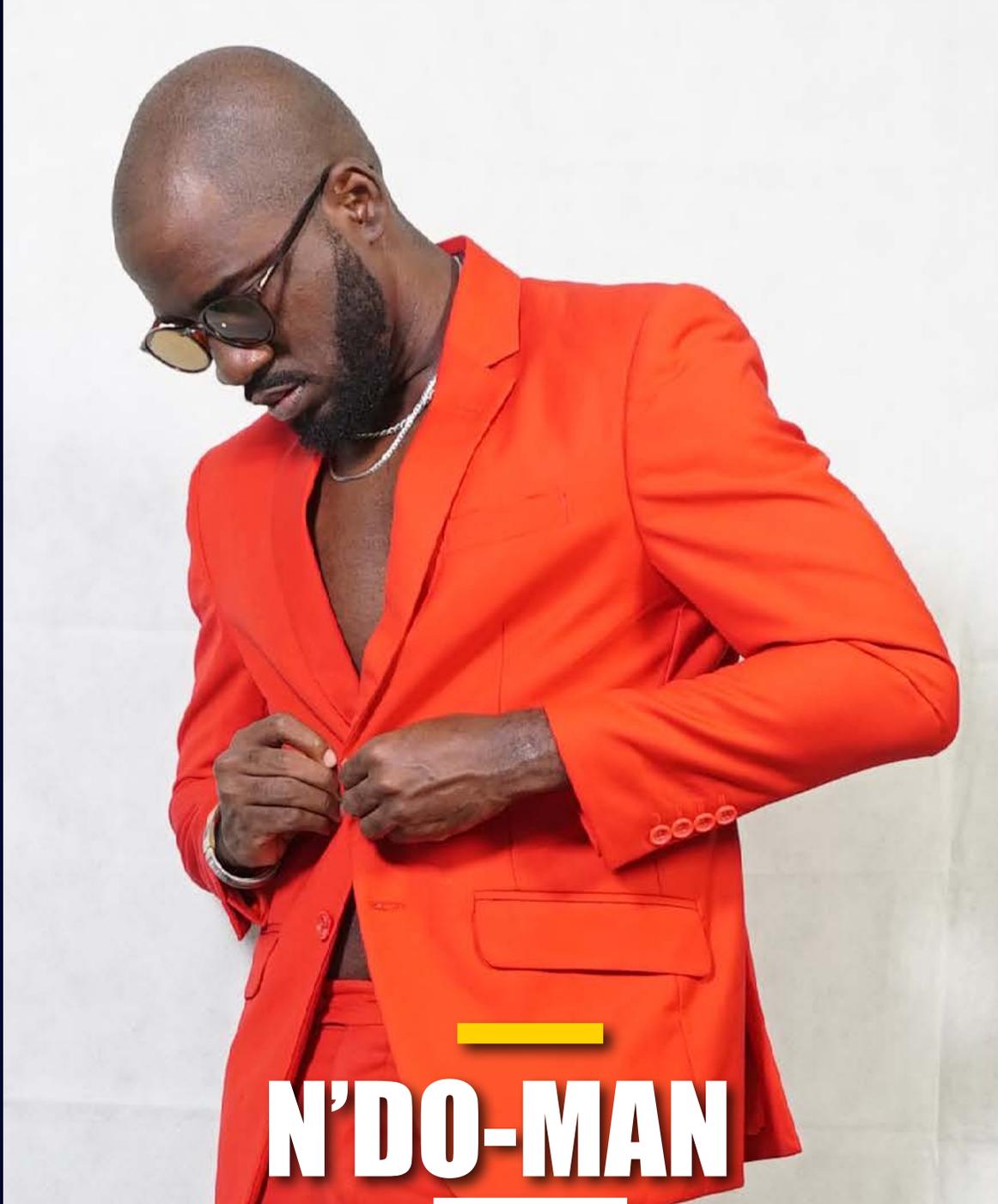
À cause de la dépendance du Gabon aux importations et de sa faible production locale, le secteur des produits alimentaires a fait partie de ceux qui ont connu une hausse des prix au 1er trimestre 2020, cumulée avec celle des boissons non alcoolisées. La Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale (DGEFP) évoque une hausse de 1,6% par rapport au 1er trimestre 2019.

Dans le détail, indique l'administration, « la hausse des prix des produits alimentaires provient essentiellement de produits locaux, notamment le pain (+9,6%), les légumes frais en fruit ou racine (+6,6%), les légumes frais en feuilles (+4,9%), les tubercules plantain (+8,0%) ainsi que le poisson et d'autres produits séchés ou fumés (+4,7%) ».

Cette hausse, explique-t-on à la DGEFP, « est essentiellement liée aux difficultés aussi bien conjoncturelles que structurelles rencontrées dans le secteur transport ainsi qu'à la faiblesse d'offre de production ».

Il convient d'ajouter que les mesures gouvernementales liées à la Covid-19 (limitation des transports interurbains) y ont également été pour beaucoup dans cette hausse des prix consécutive à la rareté des produits sur le marché.

Mais... ENCORE! 



N'DO-MAN

Conseiller-psychologue et artiste hip-hop

C'est la figure montante du hip-hop gabonais, natif de la province de l'Estuaire et issu du groupe ethnique Fang, N'do-Man, de son identité à l'état civil Roland Fabrice MBA EBE est un artiste auteur compositeur hip-hop, né en 1992. C'est en 2008 qu'il se fait remarquer dans le milieu artistique sous le nom de scène de « Scarface » Aka Hova, alors qu'il est encore sur les bancs du collège Georges Mabignath. Depuis, le jeune rappeur a fait du chemin et a su allier sa passion à la poursuite de ses études en psychologie qu'il a brillamment bouclées. Conseiller d'orientation scolaire en semaine et rappeur les week-ends, N'do-Man nous en dit plus sur lui.

ENOROMI MAGAZINE

Y a-t-il eu des moments clés dans ta carrière d'artiste ?

N'DO-MAN

Dans toutes carrières il y a toujours des moments clés et des dates importantes. Pour ma part, je peux retenir le début de ma carrière dans le hip-hop en 2008, avec les clashes interétablissements. J'ai remporté un certain nombre de concours, notamment le clash organisé par Thierry M., dont j'étais d'ailleurs le plus jeune des participants. (Rires).

Toujours en 2008, je participe au concours « Sound système » organisé par le label AFJ que je remporte devant plus de 60 autres artistes de Libreville et d'Owendo. Dans la logique des choses, je signe en 2009 chez AFJ Productions et je sors mon premier single intitulé « Tu reconnais », qui reste un hit.

À la rupture de mon contrat avec AFJ Productions en 2012, je décide de faire une pause et de me concentrer pleinement sur mes études. Je reviens sur la scène artistique en 2015 sous mon nouveau pseudonyme N'do-Man, avec le groupe que j'ai créé entre temps, « Hova Gang ». Deux autres dates ont marqué ma vie d'artiste, ma signature chez Africadream en 2016 et la sortie de mon premier album en 2020.

ENOROMI MAGAZINE

L'année 2020 semble te sourire pleinement. Tu as sorti plusieurs singles qui marchent pas mal en ce moment, notamment ton dernier, en duo avec le Phénoménal NDONG MBOULA. Comment la connexion s'est-elle faite ?

N'DO-MAN

Oui, cette année a bien débuté comme vous le dites, et c'est un sentiment de satisfaction qui m'habite et je compte encore aller plus loin. Ma connexion avec Le phénoménal NDONG MBOULA s'est faite naturellement. Vous savez que le Gabon est un petit pays et qu'il n'est pas difficile de joindre un compatriote, surtout quand ce dernier a une certaine notoriété. Nous avons tout simplement passé quelques coups de fil et proposé le morceau quasiment fini et le Phénoménal a accroché, sans oublier qu'il avait déjà entendu parler de N'do-Man grâce au titre « Me ne One ». Mon équipe et moi avons pensé à cette collaboration dans l'optique d'apporter du nouveau dans le monde artistique gabonais et mettre en exergue la culture gabonaise.

ENOROMI MAGAZINE

Aujourd'hui, tu es signé Africadream, un label qui gère ta carrière. Com-

ment cela se passe-t-il ? Quelles sont tes projections pour l'avenir ?

N'DO-MAN

Avec le label Africadream tout se passe bien pour l'instant et l'objectif premier qu'on s'est fixé est d'élargir la Fan Base et trouver le moyen de pouvoir toucher l'extérieur via nos contacts, en proposant des produits de qualité pouvant mieux représenter le Vert-Jaune-Bleu. Pour l'avenir, nous travaillons déjà sur un prochain album solo et un album en groupe avec Hova Gang, composé de MHL et de moi. L'objectif pour nous est d'aller le plus loin possible, d'entreprendre et de penser à mettre sur pied une véritable industrie.

ENOROMI MAGAZINE

Quel est ton regard sur le hip-hop gabonais aujourd'hui ?

N'DO-MAN

Je pense qu'aujourd'hui le hip-hop gabonais tente de retrouver ses lettres de noblesse à travers de beaux concepts comme le « Entre nous Show » de Sir Okoss et le « Catalogue challenge » initié par Lestat XXL. Il y a aussi les plateformes digitales qui se mettent en place, notamment G. store qui permet aux artistes de vendre légalement leurs produits en ligne ou le site www.tromatix.com qui fait depuis des années la promotion de la culture urbaine gabonaise. Cette année aussi, on a pu voir plusieurs artistes sortir des albums et des mixtapes dans l'optique de donner le meilleur d'eux artistiquement parlant. Tout ceci laisse prévoir un bon avenir pour le hip-hop gabonais. Je pense que nous avons juste besoin d'un peu de temps pour mettre sur pied une vraie industrie vu que la volonté de bien faire est déjà là. Mais dans tous les cas, les choses bougent positivement.

ENOROMI MAGAZINE

Parlons maintenant de ton autre vie, celle que très peu de personnes connaissent. Ton cursus scolaire et ta vie professionnelle ?

N'DO-MAN

N'do-Man fait tout son primaire à l'école catholique Mont fort où il fait un parcours sans faute. Ensuite je commence mes études secondaires au Lycée Jean Hilaire OBAME. Puis l'année d'après, mes parents décident de m'inscrire au Lycée Djoue Dabany, avant de rejoindre le Collège Georges Mabignath où j'obtiens mon B.E.P.C. C'est au Lycée Georges Mabignath, en série littéraire, que j'obtiens un baccalauréat série A1, d'office. Je passe par la suite plusieurs concours et je décide au final de m'inscrire à l'École Normale Supérieure (ENS) en filière psychologie, où

j'obtiens une Licence puis un Master en conseil d'orientation psychologue. Aujourd'hui, Roland Fabrice MBA EBE est un agent de l'État admis à la fonction publique en tant que conseiller d'orientation psychologue.

ENOROMI MAGAZINE

Comment arrives-tu à gérer les deux ? Quel est ton travail au quotidien ?

N'DO-MAN

Je gère les deux naturellement. Je suis conseiller d'orientation psychologique en semaine. Je travaille sur l'orientation des apprenants en guidant ces derniers sur la question de l'orientation scolaire et professionnelle et apporte une aide psycho-pédagogique et psychologique à ceux qui présentent des problèmes d'ordre psychologique. Nous travaillons en étroite collaboration avec les établissements secondaires, universitaires et l'Agence Nationale des Bourses du Gabon (ANBG).

Mon travail au quotidien consiste à assister les élèves en fin de cycle dans le choix de leurs orientations de formation. Vous savez, nombreux sont les jeunes qui, au sortir du lycée, se perdent faute de ne pas avoir fait le bon choix. J'essaie donc tous les jours, dans la mesure des options disponibles, d'orienter de manière optimale mes jeunes frères et sœurs des lycées et collèges. En semaine, je porte ma veste d'agent de l'État et le week-end je porte celle d'artiste auteur-compositeur et rentre en studio pour vous sortir des titres de qualité.

ENOROMI MAGAZINE

Si tu avais un choix à faire entre tes deux vies, lequel serait-il ?

N'DO-MAN

Je pense que ne pas faire un choix entre ma veste d'agent de l'État et celle d'artiste auteur-compositeur pour moi, c'est aussi faire un choix. Le choix de se battre en poursuivant deux lièvres à la fois et espérer joindre les deux bouts.

N'do-Man n'existerait pas sans Roland Fabrice MBA EBE, ça, c'est une évidence. J'ai besoin de la fusion des deux pour être complet. Un individu qui n'a pas de passion souffre inéluctablement d'un manque à mon sens. Je me considère comme un chanceux dans la mesure où ma passion n'a été en rien un frein à mes études. J'arrive à concilier les deux jusqu'à présent et je ne vois pas de choix à faire. ●

*Propos recueillis par
Christian BOUA*



DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

Faire de son patron un allié, c'est possible.

L'entreprise dans laquelle vous travaillez, comme toute organisation de femmes et d'hommes, est un réseau complexe de pouvoirs, de responsabilités et d'influences, et la personne la plus importante en termes de réussite, c'est votre chef. Apprendre à nouer des relations saines et efficaces avec votre supérieur est propice au bonheur au travail et à l'avancement professionnel. Comment en faire un allié pour qu'il vous aide à réussir.

L'une des premières règles à laquelle tout patron accorde de l'attention, c'est votre parole : « Tâchez de dire ce que vous faites, et faites au maximum ce que vous dites ». Cette règle est importante à tous les niveaux, c'est même un atout déterminant si de manière

constante vous dites ce que vous allez faire, et faites ce que vous dites, tant pour de petites choses que pour des sujets importants : envoyer le courrier électronique que vous avez promis, présenter un projet dans les délais convenus, atteindre les résultats annoncés.

Votre patron vous considérera vite comme un collaborateur solide, porteur de solutions et de rentabilité, sur lequel il peut compter, et tout naturellement il vous octroiera plus de responsabilités et d'autonomie.

ASSUMER VOS RESPONSABILITÉS SANS CHERCHER D'EXCUSES

Il peut vous arriver de ne pas pouvoir faire ce que vous avez dit. Dans ce cas, assumez-en la responsabilité, et toute la responsabilité. Même si tout n'était pas sous votre contrôle. Si vous arrivez en retard à une réunion du fait d'une grève des transports, au lieu d'incriminer le transporteur en question, renseignez-vous sur ce qu'il s'est dit à cette réunion, et si votre patron vous reproche votre absence, expliquez-lui de manière factuelle les raisons, et surtout que vous avez pris des dispositions pour que cela ne vous pénalise pas dans l'exercice de votre fonction.

DEMANDER PLUTÔT QUE VOUS PLAINDRE

Un comportement à adopter d'une manière générale avec votre boss. Si vous vous plaignez sur tel ou tel sujet, vous engendrez une tension, une plainte étant ressentie comme une accusation déguisée ou une remarque immature. Faire une demande en revanche est respectueux, raisonné, surtout si vous orientez votre démarche vers une solution. Au lieu de lui exprimer votre difficulté à collaborer avec tel service, ce qui correspond indirectement à en dire du mal, indiquez-lui que vous apprécieriez son aide et ses conseils pour trouver la manière la plus astucieuse pour mieux travailler avec ledit service.

APPORTER DES SOLUTIONS

Vous vous heurtez à la réticence voire à la résistance de collaborateurs pour accepter des réformes que votre patron vous a demandé de mettre en place. Votre premier réflexe est de déplorer cette situation dans son bureau, ce faisant vous lui apportez un problème et des soucis que normalement vous devez assumer. Avant d'aller le voir, mieux vaut chercher et élaborer une solution à lui proposer, sous la forme d'une demande qui montre votre sens de l'intérêt de l'entreprise et qu'il peut difficilement vous refuser. À partir de la définition de votre rôle établie entre vous deux, faites-en sorte qu'il le rappelle à chacun des «résistants» pour que vous puissiez reprendre votre travail avec eux. Une solution apportée à votre boss, même s'il se l'approprie, vous profite de toute façon.

DEMANDER CE QUE VOUS VOULEZ POUR VOTRE CARRIÈRE

Vous le savez déjà, cela ne sert à rien d'attendre que les choses arrivent. Vous êtes le maître de votre sort professionnel et il vous revient de savoir où vous voulez aller. Un patron adore ce type de comportement. Au lieu d'attendre qu'il vous donne une nouvelle opportunité de carrière, demandez-lui ce que vous voulez. Cela implique de savoir ce que vous aspirez à faire à l'avenir, s'il ne vous l'accorde pas, cela vous donne l'occasion de lui demander son soutien pour vous former et vous développer dans ce domaine. Les choses seront claires entre vous, et vous saurez rapidement si votre pro-

jet de carrière est possible auprès de ce patron.

AGIR EN BON CITOYEN DE L'ENTREPRISE

Tout patron apprécie d'avoir des équipes qui s'entendent, et à plus forte raison de trouver parmi ses troupes celle ou celui qui rend les choses plus faciles à tout le monde, trouve des solutions qui favorisent le travail en équipe et les synergies entre services. Apportez votre soutien à chaque membre de l'entreprise, évitez toute complication, drame ou potin et votre patron l'appréciera. Agissant ainsi, vous le soulagez de la tâche délicate de régler des difficultés interpersonnelles, et il vous en saura gré. Cela lui démontre aussi que vous avez une influence positive, et que vous êtes capable de faire plus pour lui et l'entreprise.

FACILITER LA VIE DE VOTRE PATRON

La tendance naturelle d'un collaborateur est d'agir dans son intérêt et pour sa carrière. Au lieu de cela, réfléchissez à ce que vous pouvez faire pour favoriser la réussite de votre patron, et proposez-lui de le réaliser, vous en bénéficierez immédiatement. Allez le voir régulièrement avec des suggestions qui lui font gagner du temps, des solutions à des enjeux importants, des idées qui lui permettent de déléguer davantage ou d'accomplir plus et mieux, et sauf ingratitude, vous gagnerez son soutien en retour. ●

Christian BOUA

SPORT Par Mikel DOUSSENGUI

TOUR D'HORIZON DES SPORTIFS GABONAIS EN 2020

Ils sont nos ambassadeurs et représentent le vert-jaune-bleu dans les stades, tatamis ou sur d'autres terrains. Chaque saison, ils sont plus nombreux dans diverses disciplines sportives et nous font vibrer devant nos postes téléviseurs. Dans cet article, nous avons sélectionné dix sportifs internationaux gabonais qui nous ont marqués au cours de la saison 2019-2020.

PIERRE-EMERICK AUBAMEYANG, PARTIRA, NE PARTIRA PAS ?

A 31 ans, Pierre-Emerick Aubameyang, capitaine de l'équipe nationale du Gabon, fait partie des meilleurs artilleurs de Premier League, le championnat de football anglais dont il est depuis deux ans le meilleur buteur. Cette saison, le Gabonais a été le leader de l'attaque des Gunners d'Arsenal et a été promu capitaine de la formation londonienne. L'ancien buteur du Borussia Dortmund a disputé 44 matchs cette saison et marqué 29 buts, dont 22 en championnat, 4 en FA CUP et 3 en Europa League.

À un an de la fin de son contrat avec Arsenal, celui qui a été élu par les fans du club comme le meilleur joueur de la saison se voit proposer une prolongation digne de son statut avec une forte revalorisation de son salaire. Mikel Arteta, coach d'Arsenal, n'en dit d'ailleurs que du bien, et entend bien le convaincre de rester au-delà de la durée prévue par son contrat actuel.





DENIS BOUANGA, FRANCHIR UN NOUVEAU PALIER

Considéré comme « l'héritier » de Pierre-Emerick Aubameyang du côté de Geoffroy-Guichard, Denis Bouanga a franchi un palier en arrivant chez les Verts. Meilleur buteur du club et élu meilleur joueur par les fans grâce à ses performances (10 buts, 3 passes décisives, en 26 matchs de Ligue 1) cette saison, Denis Bouanga, 25 ans, est l'une des rares satisfactions stéphanoises. Malgré la défaite de l'AS Saint-Étienne (ASSE) en finale de Coupe de France contre le Paris Saint-Germain, le 24 juillet 2020, le Gabonais s'est distingué pendant cette rencontre, et a priori, il ne devrait pas quitter l'ASSE, malgré les convoitises.

Sous contrat jusqu'au 30 juin 2023, il a réaffirmé son attachement à son actuel club, en dépit du fait que, parti de Nîmes Olympique pour 4,5 millions d'euros (3 milliards de FCFA), l'international gabonais formé à Lorient vaut au moins dix fois plus aujourd'hui.



KANGA GUELORD KAKU, RETOUR VERS LE FUTUR

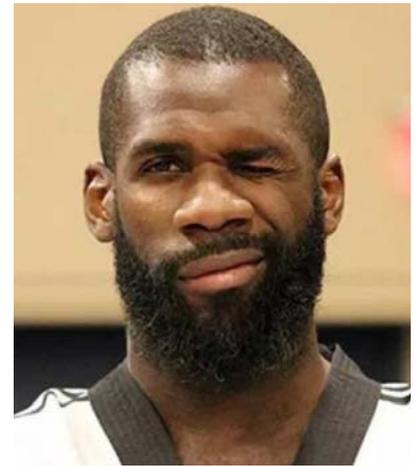
Considéré comme « l'héritier » de Natif d'Oyem, le footballeur international gabonais est sans doute l'un des sportifs gabonais ayant impacté positivement les résultats de son club cette saison grâce à ses performances individuelles. Vainqueur de la Coupe de la République tchèque avec le Sparta Prague, en battant le Slovan Liberec (2-1) en finale, il a transformé le penalty qui offrait le premier titre du club depuis six ans, et qualifiant par la même occasion le club pragois pour les préliminaires de la Ligue Europa 2020-2021. Il a été également élu meilleur joueur de la saison par les fans de son club du Sparta Prague et a terminé meilleur buteur du club.

Suivi par plusieurs clubs en Espagne et en France, libre au sortir d'une saison canon (12 buts et 5 passes décisives en 26 matchs de Fortuna Liga), Guelor Kanga a préféré rejoindre l'Étoile Rouge de Belgrade où il était déjà passé entre 2016 et 2018. « Retour vers le futur » : c'est ainsi que l'Étoile Rouge de Belgrade a présenté samedi le retour en ses rangs du prodige gabonais, qui s'est engagé pour les trois prochaines années.

AARON APPINDAGOYE, SOLIDE COMME UN ROC

Cette saison a été bien particulière pour le solide défenseur central gabonais formé au CF Mounana, qui découvrait la Superligue (première division turque). Après avoir fait la course en tête du classement tout au long de la première partie de la saison avec son équipe de Sivasspor (depuis juillet 2019), ses coéquipiers et lui vont s'essouffler et terminer à la quatrième place, synonyme de qualification en Europa Ligue. De quoi nourrir des regrets au regard de la saison incroyable qu'ils ont faite.

Auteur d'une belle saison qu'il dit tenir grâce à « beaucoup de prières, beaucoup de travail et énormément de sacrifices », Aaron Appindangoye, 28 ans, attise les convoitises. Toutefois, le défenseur ne se met pas la pression et dit s'en remettre à sa famille pour la suite de sa carrière en club.



ANTHONY OBAME, EN ROUTE POUR TOKYO

Le médaillé d'argent aux Jeux olympiques de 2012 fait partie des sportifs gabonais qui ont obtenu des résultats positifs avant la période de confinement liée à la pandémie de la Covid 19. En effet, il s'est qualifié pour les prochains Jeux de Tokyo, à Rabat (Maroc), à l'occasion du tournoi qualificatif de taekwondo. 15e mondial dans sa catégorie (+ 87 kg) au moment de ce tournoi, il s'est qualifié grâce à sa victoire en finale face au Nigérian Benjamin Okuomose (111e mondial).

Le report des Jeux olympiques a permis au champion gabonais de se préparer et revoir ses gammes pour les prochaines échéances. Aujourd'hui âgé de 31 ans, les JO de Tokyo semblent être son dernier véritable challenge avant de songer à une éventuelle retraite.



CHRIS SILVA, LE RÊVE AMÉRICAIN

Alors qu'aucune équipe n'avait souhaité le recruter avant cette saison 2019-2020, l'intérieur âgé de 23 ans a suffisamment marqué les esprits, sur et en dehors des parquets, pour avoir sa chance dans la plus prestigieuse ligue de basket-ball au monde, la NBA. Le Gabonais a signé un contrat de 3 ans en faveur de l'équipe des Heat de Miami.

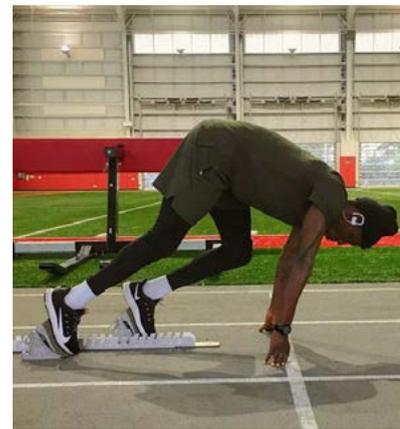
Chris Silva Obame s'est montré convaincant depuis le mois d'octobre 2019. Ses statistiques avant l'arrêt de la saison régulière parlaient pour lui : 3,5 points marqués et 3,1 rebonds captés en moyenne, par match. Elles n'ont certes rien de renversant, mais l'intéressé se montre efficace quasiment à chaque fois qu'il entre en jeu. Son adresse au tir (69%) en atteste, et ses qualités défensives se montrent précieuses. Moins utilisé en début d'année, Chris Silva Obame aura la possibilité de poursuivre son rêve avec la quatrième meilleure formation (41 victoires, 24 défaites) de la saison régulière dans la Conférence Est.



YANNICK AUBYANG MILAMA, EXPERIENCE ECOURTEE DANS LE GOLF

L'un des plus beaux palmarès du handball gabonais est détenu par le capitaine et l'aîné d'une fratrie de handballeurs (avec Vitaly Aubyang et Yorrick Aubyang, ils évoluent en équipe nationale du Gabon depuis le début des années 2000). Yannick AUBYANG évolue depuis cette saison aux Émirats arabes unis, au club Al Jazeera où il a signé un contrat d'une année, renouvelable.

Au moment de l'arrêt de la saison régulière, le Gabonais et ses coéquipiers préparaient le championnat régulier. Malheureusement, la pandémie de la Covid-19 a stoppé les activités aux Émirats arabes unis depuis le mois de mars 2020, et la Panthère de 32 ans n'a pas pu démontrer l'étendue de son talent et de son expérience acquise au Zamalek (Égypte), à Hammamet (Tunisie), à l'Association Sportive Casablanca (Maroc), au Wac de Casablanca (Maroc) et au Centre Mbérie Sportif HB (Gabon).



GUY MAGANGA GORRA, TOUJOURS PLUS VITE

Natif de Port-Gentil, Guy Maganga Gorra est un athlète gabonais, né le 18 mars 1993, spécialisé dans les courses de vitesse. Longtemps après la foudre Ruddy Zang Milama, le jeune sprinteur gabonais qui poursuit sa formation aux États-Unis est sur une pente ascendante. Sa plus belle performance est la 5e place pour le 200 m hommes - série 7 aux Championnats du Monde à Doha en 2019 et la quatrième au 200 mètres aux Jeux africains de 2019. Il détient les records nationaux du 200 mètres, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Après la levée des mesures de confinement aux États-Unis, le sprinteur gabonais a repris le chemin des entraînements. En ligne de mire : les championnats de France Élite, les Mondiaux d'athlétisme en salle, les championnats d'Afrique et les Jeux olympiques de Tokyo. Son objectif : un podium du 200 m et battre son propre record sur cette même distance.

EDDY CONSTANT NGUEMA, LE BODYBUILDER

Histoire rocambolesque pour ce Gabonais d'origine, qui a grandi du côté du 6^e arrondissement de Libreville. Eddy Constant Nguema, dit Eddy La Machine, 47 ans, est devenu vice-champion du monde de Bodybuilding et Fitness, à Tarragone en Espagne, le 8 décembre 2019, et ce pour sa première participation. En effet, il remporte le titre de vice-champion du monde dans la catégorie des 45-49 ans chez les 80 kg.

Il faut dire que depuis qu'il s'est lancé dans cette discipline sportive méconnue des Gabonais, il n'a cessé d'aligner des titres : Champion de France, Diamond Cup, Arnold Classic, etc. Arrivé en France en 1991 pour ses études, il découvre le Bodybuilding (culturisme) et en fait son activité de prédilection. En 1997, il se voit contraint de tout arrêter à cause d'une blessure. En 2018, il fait son grand retour et recommence à rafler tous les titres de sa catégorie. « J'ai tâté le terrain et je reviendrai l'année prochaine beaucoup plus fort », a promis le champion.



SARAH MYRIAM MAZOUZ, UNE ANNÉE SUPPLÉMENTAIRE POUR PRÉPARER TOKYO 2021

Athlète internationale gabonaise de 32 ans, mère d'une petite fille et entrepreneure, Sarah Myriam MAZOUZ est née au Gabon, à Franceville, et a vécu une partie de sa vie à Libreville, jusqu'à ses 16 ans, âge d'immigration au Canada où elle vit depuis.

Cette année, alors qu'elle devait prendre part à plusieurs tournois qualificatifs pour les Jeux olympiques de Tokyo reportés en 2021, la judoka gabonaise (moins de 78 kg), qui souffrait d'une rupture des ligaments du poignet droit depuis la mi-janvier, a été opérée avec succès à l'hôpital Notre-Dame de Montréal, une blessure contractée bien plus tôt, mais qu'elle ignorait. Souhaitant participer à ses deuxièmes olympiades après l'expérience de Rio 2016, elle devra faire deux fois plus d'efforts pour arriver à Tokyo. Pas moins de 4 compétitions l'attendent.



CULTURE

FACE À LA COVID-19 LES ARTISTES GABONNAIS RENOUENT AVEC LA SOLIDARITÉ.

La crise sanitaire liée à la Covid-19 persistant, les artistes et acteurs culturels du Gabon ont dû s'adapter, créer pour survivre face à l'abandon des autorités publiques. Démarrée timidement, la création de concepts a atteint sa vitesse de croisière, particulièrement sur les différentes plateformes de réseaux sociaux ou de messagerie virtuelle, à l'instar du Collectif des Acteurs des Arts du Spectacle au Gabon (CAASG) et de l'Association des Cinéastes Gabonais (ACG) qui fédèrent désormais de nombreux artistes nationaux.



de nombreux artistes qui ont vu le nombre de leurs prestations diminuer puis s'évaporer. Pour beaucoup, c'est là que l'État aurait dû intervenir. En attendant cette hypothétique réaction des autorités, artistes, danseurs, réalisateurs, managers, promoteurs, animateurs radio et télé, etc., se sont regroupés autour du Collectif des Acteurs des Arts du Spectacle au Gabon (CAASG), dont la mission est d'amener l'État à revoir sa position sur la culture afin de lui apporter une aide financière.

L'initiative qui date de juillet 2020 est de Yul Ndong, gérant d'une société de communication, et Aimée Délia Bilouni Ndjaly, présidente du Cercle de Réflexion des Artistes et Animateurs Gabonais (CRAAG). Le producteur et réalisateur Melchy Obiang a aussi rejoint le CAASG et en est le coordonnateur. Le CAASG compte également en son sein plusieurs fédérations et associations d'artistes, de slameurs, de danseurs et de managers.

Vers l'officialisation du CAASG

Mais si sa mission première est d'engager des discussions avec l'État en vue de la création d'une véritable industrie culturelle, en plus de la recherche de solutions de sortie à la crise sanitaire actuelle, le CAASG a permis de réveiller l'élan de solidarité enfoui en chacun de ses membres. En effet, devant les malheurs qui ont frappé la corporation, un décès et un accident de la circulation, tous les acteurs culturels se sont impliqués pour venir en aide à leurs confrères et leurs familles. Ce qui était bien peu probable il y a encore quelque temps, les artistes gabonais semblant préférer « jouer solo » en toute circonstance.

Toutefois, le collectif existe pour le moment seulement sur un forum sur la plateforme WhatsApp. C'est déjà une bonne initiative, mais elle gagnerait à trouver une forme juridique sinon elle pourrait se heurter à la sourde oreille de son ministère de tutelle.

Même les cinéastes s'y remettent !

Le CAASG n'est pas la seule initiative culturelle au Gabon. Dans l'audiovisuel, l'Association des Cinéastes Gabonais (ACG) a elle aussi repris vie après plus d'une dizaine d'années d'inactivité. En effet, c'est avec la pression mise par de jeunes cinéastes voulant adhérer à l'ACG qu'Henry Joseph Koumba Bididi, actuel président qui souhaite passer le flambeau, a convoqué une assemblée générale pour réinitialiser l'association.

De nouvelles adhésions ont été enregistrées au cours de cette assemblée où l'une des principales informations portait sur le caractère désormais caduc des textes régissant l'Association. Il faut donc pour l'ACG se conformer au nouveau Code de la communication en vigueur en République gabonaise. L'élection du nouveau bureau ne devrait, de ce fait, être possible qu'après la révision et l'adoption des nouveaux statuts et règlement intérieur.

Ces deux différentes initiatives -qui sont loin d'être exhaustives- montrent que la crise sanitaire a insufflé une nouvelle dynamique chez les acteurs culturels. Il faudrait maintenant que l'État joue sa partition en leur portant assistance. Rappelons par ailleurs que le plaidoyer commun du CAASG et de l'ACG est l'attribution, par le Parlement, d'un statut à l'artiste gabonais. Ce qui, de l'avis des acteurs du secteur, permettra aux professionnels d'améliorer leurs conditions de vie. ●

TSIRA

La crise sanitaire qui sévit actuellement dans le monde n'a pas eu que des effets négatifs. Plusieurs secteurs d'activités ont dû se réinventer pour ne pas disparaître. Au Gabon, laissée pour compte par le gouvernement dont le mutisme sur sa préoccupante situation est plus qu'éloquent, la culture a dû s'adapter pour trouver des voies et moyens lui permettant néanmoins de tirer profit de son mal-être. Pour ce faire, les acteurs culturels nationaux ont laissé libre cours à leur créativité, et une pluie de concepts s'est abattue sur la toile.

Cependant, tous ces concepts ne suffisent pas à combler le manque causé par la Covid-19. Parvenir à joindre les deux bouts devient de plus en plus difficile, voire impossible pour

DÉCOUVERTE Par Rosny L. ELISCHAMA

Parc national de Loango 1 550 km² d'éblouissement.

Situé à 300 km au sud de Libreville, sur le littoral gabonais, le parc national de Loango est incontestablement un des plus beaux joyaux naturels du Gabon. Ses 155 000 hectares de forêt, de savanes, de plages et de lagunes sont peuplés par une faune abondante et exceptionnelle.

Le spectacle est garanti

De la pêche ludique aux excursions en forêt ou sur la plage, le parc s'offre à voir de différentes manières. Vous aurez l'embaras du choix, et quoi que vous décidiez de faire, le spectacle est garanti !

Au parc national de Loango, vous ferez inévitablement la rencontre des hippopotames, des buffles et des éléphants. Le parc pullule également de potamochères, plusieurs espèces de singes, des céphalophes et plusieurs espèces de reptiles. Et avec de la chance, vous pourriez voir des gorilles.

Bien que son observation demeure rare en raison de l'extrême discrétion de l'animal, le parc est également habité par le léopard. En outre, de juillet à septembre, depuis la plage, il vous est possible d'apercevoir des baleines

à bosse, des dauphins et même des tortues luths lors de la saison des pontes.

Au parc national de Loango, les lagunes ne sont pas en reste. Elles aussi sont peuplées par une faune abondante, notamment de nombreuses espèces de poissons telles que le tarpon, le capitaine, le barracuda ou encore la carpe rouge et, au cours de votre trajet, vous pourrez distinguer un crocodile, voire un lamantin. Les mangroves qui les bordent sont le lieu de reproduction de bon nombre d'espèces aquatiques et sont habitées par une riche avifaune.





Comment s'y rendre ?

Il faut se l'avouer, comme tous les sites offrant une telle magie à ses visiteurs, le parc national de Loango n'est pas facile d'accès. Toutefois, quatre possibilités s'offrent à vous :

- Depuis Port-Gentil, il vous faut prendre un bateau (3h30 de navigation environ) puis un 4x4 (1h30 de piste) ;
- Depuis Libreville, prendre la route en passant par Lambaréné, Fougamou, Mandji, Rabi et Loango. Il faut compter environ 11 heures de route, quand tout va bien ;
- Bénéficier d'un transfert en voiture depuis Port-Gentil, le long de la nouvelle route (93 km) reliant cette ville à Omboué. Cette solution, plus rapide et plus récente, vous permettra de faire une demi-journée de trajet jusqu'au village Iguela ;
- Il vous est enfin possible d'accéder au parc par hydravion au niveau de Ngowe et de Ndougou. Une piste construite permet également l'atterrissage de petits avions.



Ils en parlent...

« Ceux qui visiteront le parc auront peut-être la chance d'assister à des scènes extraordinaires et uniques au monde, des hippopotames prenant un bain dans les vagues de l'océan Atlantique et des buffles et des éléphants se dorant au soleil sur les plages. » Petitfuté.com

« Cette extraordinaire réserve animale peut se découvrir en 4x4, à pied ou en pirogue. Entre juillet et septembre, des baleines à bosse peuvent être observées dans la partie maritime du parc, dans l'océan Atlantique. » Routard.com



Quelques contacts :

ANPN
Tel. : 077 11 51 47 / 062 95 57 20

Safari Sette-Cama
Tel. : 074 60 92 33

Case ABIETU de Sette-Cama
Tel. : 077 84 15 26

Loango Lodge
Tel. : 074 59 57 37 / 074 92 00 54

ZOOM SUR ...



DIGIEWOMEN SCHOOL

**Les femmes à
l'école des métiers
du numérique!**

Au Gabon, en Afrique et dans le monde, les femmes affichent moins d'intérêt pour le domaine de l'informatique et du numérique, alors que la technologie est au cœur de toutes les entreprises. Cet aspect est primordial dans la lutte pour l'émancipation de la femme, aux fins d'assurer l'égalité entre hommes et femmes selon

l'Objectif pour le Développement Durable (ODD) n°5 des Nations Unies. A cela s'ajoute la réponse qu'offre le digital sur la continuité et les performances pour les entreprises et les organisations face à la crise sanitaire de la covid-19 actuelle. De plus, le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), dans son Pilier Gabon des Services, entend

faire du Gabon un pôle régional de l'économie numérique, tel que défini à son chapitre 17. La création de DigieWomen School est donc à juste titre, une initiative à saluer. Zoom sur... l'école qui forme les femmes aux métiers du numérique au Gabon.

Participer aux objectifs de la politique du Gabon dans le domaine de l'économie numérique est le cheval de bataille choisi par Christine SORO. En effet, cette jeune compatriote entend, à travers son programme DigieWomen School, donner une autre dimension au secteur du numérique, à travers des formations destinées aux femmes. Des formations qui se déroulent sous le format de Master-Class. Le programme offre des sessions de cinq (5) jours, durant lesquels les participantes sont initiées à plusieurs métiers du numérique. A la fin de chaque session, des attestations sont délivrées aux candidates ayant rempli les conditions requises.

DigieWomen School est une école des métiers du numérique qui forme les jeunes filles et les femmes dans les domaines suivants : l'infographie, le Webdesign, le Community manager et le Référent digital. De nouveaux métiers qui vont permettre à ces dernières d'être compétitives dans ces secteurs traditionnellement réservés aux hommes. Pour Christine SORO, « le secteur numérique a plusieurs atouts : la demande en main d'œuvre qualifiée est importante, les plans de carrière sont variés et on y évolue au rythme de la dynamique du secteur qui est lui-même évolutif ».

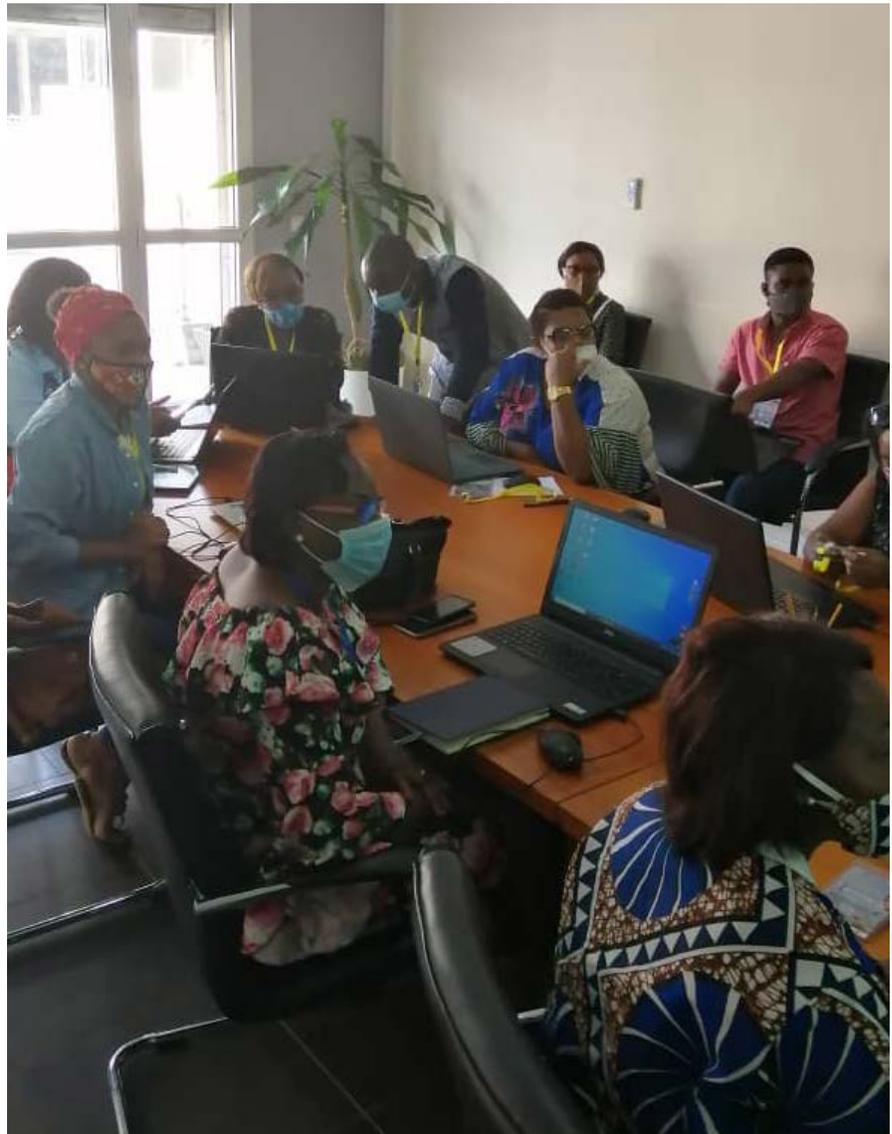
Aujourd'hui, DigieWomen c'est environ plus de 250 femmes qui ont été formées à travers les cinq (5) premières sessions déjà organisées. Avec le soutien du Ministère de l'Economie Numérique et du Projet eGabon, l'initiatrice de ce programme compte aller plus loin. Résolue à agir aux côtés des institutions internationales, à l'instar du système des Nations Unies ou encore de la Banque Mondiale, Christine SORO ne s'économise pas dans la recherche de partenariats pouvant permettre d'impacter le maximum de femmes. Des institutions qui n'hé-

sitent pas à accorder leur confiance à la structure qui a d'ailleurs été primée au cours de l'appel à projet de la Fondation de l'Académie de Médecine France (Famx2019) et a été financée par le Fonds Mondial pour le projet d'application Mobile destinée à la gestion des personnes vivants avec le VIH.

En termes de perspectives, DigieWomen School se veut être, sur les cinq (5) prochaines années, le réseau leader au Gabon et en Afrique Centrale en matière d'éducation, de formation,

de reconversion et de création d'opportunités d'affaires dans les métiers du numérique, pour les femmes. Pour y parvenir, sa directrice s'appuie sur ses partenaires mais entend surtout développer des offres encore plus pratiques et diversifiées, afin de favoriser l'autonomisation de la femme en Afrique Centrale de manière générale et plus particulièrement au Gabon. ●

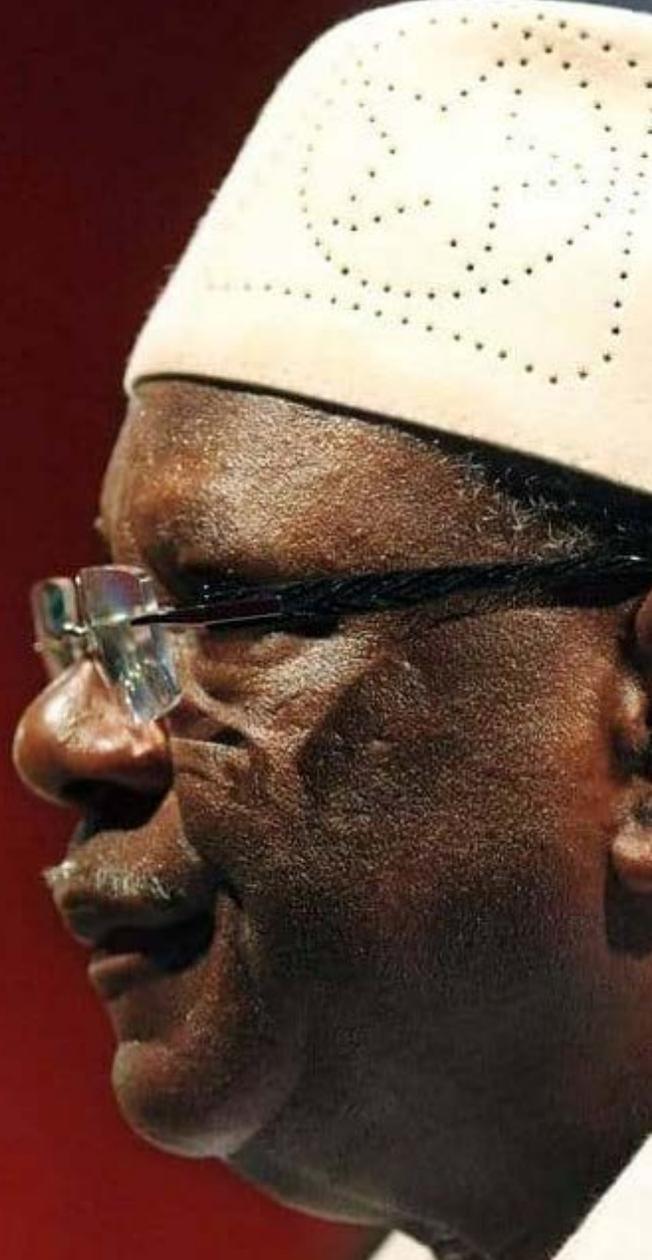
Christian BOUA



INTERNATIONAL

IBRAHIM BOUBACAR KEITA

La chute



Face aux crises multiples que connaît le Mali, avec notamment la menace djihadiste au nord du pays et les manifestations populaires appelant à sa démission depuis plus de 2 mois, Ibrahim Boubacar Keita a finalement été renversé par l'armée le 18 août 2020. Quelles sont les raisons de la chute de celui qui avait pourtant été réélu à la tête du pays en 2018 ? Décryptage sur la situation explosive que traverse ce pays de l'Afrique de l'ouest.

Des élections législatives controversées.

L'étincelle a été déclenchée par les élections législatives d'avril 2020, organisées en dépit de la menace de la pandémie de Covid-19. La Cour constitutionnelle avait validé des résultats controversés ayant vu une partie du scrutin invalidée en faveur des candidats du parti au pouvoir – le Rassemblement Pour le Mali (RPM). Cette décision avait déclenché des manifestations publiques le 5 juin 2020. À ce mouvement se sont joints des associations issues de la société civile, des manifestants contre l'insécurité et la corruption, des opposants politiques

et des leaders religieux pour former la coalition baptisée M5-RFP (Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques).

Manifestations populaires et répressions policières

Le pouvoir avait répondu dans un premier temps par la répression. Les violences policières avaient fait 11 morts et 124 blessés le 13 juillet 2020 et certains leaders du mouvement de contestation avaient été arrêtés. Le chef de l'État malien allait tenter de prendre la parole pour désamorcer la crise. Malgré de multiples allocutions télévisées, Ibrahim Boubacar Keita (IBK) n'est jamais parvenu à faire baisser la tension de la rue. En effet, malgré la dissolution de la Cour constitutionnelle et celle du gouvernement ainsi que la promesse d'une équipe gouvernementale de large consensus incluant leaders du M5-RFP, IBK s'est confronté au refus catégorique des manifestants pour lesquels sa démission et la dissolution de l'Assemblée nationale issue du scrutin contesté étaient désormais les seules voies de sortie à la crise.

La médiation infructueuse de la CEDEAO

Les pays de la sous-région allaient aussitôt tenter une médiation. Une délégation de haut niveau de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) constituée des chefs d'État du Ghana, du Sénégal, de Côte d'Ivoire, du Niger ainsi que de l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan avait rencontré, le 23 juillet, les leaders de l'opposition malienne et du M5-RFP... en vain.

Pour l'opposition et le M5-RFP, IBK était le seul responsable de cette situation délétère et ne pouvait plus, par conséquent, incarner une solution crédible pour le Mali. Il était donc souhaitable qu'il démissionne en faveur d'un gouvernement de transition. Pour la CEDEAO, une démission d'IBK était inacceptable, car rien ne justifiait de mettre un terme à un mandat en cours. L'échec de cette médiation était en réalité révélateur d'une crise bien plus profonde.

Un pays en proie à des crises multiples

D'abord une crise économique et sociale sans précédent. Les denrées agricoles, principaux produits d'exportation avec les minerais (or) ont vu leurs cours fortement chuter du fait de la baisse des importations des pays européens et de la Chine. Le pays demeure largement dépendant de l'aide internationale. La grande majorité des Maliens ne jouit pas des maigres richesses du pays en grande partie à cause d'une classe politique jugée corrompue et d'une administration inefficace.

Ensuite, une crise sécuritaire au nord avec la menace djihadiste à la frontière nigérienne et au centre avec les violences intercommunautaires (entre Peuls, Bambaras et Dogons). En dépit de la présence de plus de 15.000 soldats déployés dans le cadre de la Mission des Nations Unies pour le Mali (MINUSMA) et 6000 soldats français de l'opération Barkhane présents dans le pays depuis 2012, l'armée malienne mal entraînée et sous-équipée subit encore de lourdes pertes humaines. Depuis 2015, le prédicateur musulman, Amadou Koufa, à la tête d'un groupe djihadiste majoritairement constitué de Peuls lançait régulièrement des attaques contre les populations Bambaras et Dogons qui ont par la suite constitué des mi-

lices d'autodéfense. Ces dernières avaient mené une attaque contre le village peul d'Ogossagou, à la frontière du Burkina Faso faisant plus de 160 morts, le 23 mars dernier.

Même si la crise sanitaire liée à la Covid-19 a pour le moment des effets limités aux grandes agglomérations urbaines, le système sanitaire malien souffre néanmoins d'un manque criard d'infrastructures, de matériel et de personnel qualifié. Cependant les mesures de confinement prises par le gouvernement avaient été fatales à la grande partie de la population qui vivait grâce à des emplois précaires dans le secteur informel.

Enfin une crise politique révélée par les élections législatives de mars-avril 2020. Le président IBK ne jouissait plus de la légitimité nécessaire pour continuer à diriger le pays. Les scandales de corruption à répétition n'auront fait qu'aggraver la situation. Malgré les changements successifs de Premiers ministres et de ministres, IBK n'aura jamais fait preuve de stabilité dans sa gestion du pays. En outre, l'incapacité à libérer Soumaïla Cissé, kidnappé alors qu'il était en campagne électorale le 25 mars 2020 est tout aussi révélatrice de ses limites. Jusqu'à ce jour, nul n'a encore revendiqué l'enlèvement du leader de l'Union pour la République et la Démocratie (URD).



Personnage incontournable du paysage politique malien

Ibrahim Boubacar Keïta aura marqué la vie politique malienne de ces 30 dernières années. Premier ministre, ministre, président de l'assemblée nationale, ce natif de Koutiala aura été un personnage incontournable de la scène politique entre 1991 et 2000. Après avoir claqué la porte de l'Alliance pour la Démocratie au Mali (ADEMA) en 2001, puis créé sa propre formation politique le Rassemblement pour le Mali (RPM), il va entamer sa longue marche vers le pouvoir. Après 2 échecs aux élections présidentielles de 2002 et 2007, il remporte enfin le scrutin de 2013 organisé après le coup d'État de 2012. Durant son premier mandat, IBK va s'atteler à mettre ses proches dans les postes clés et verrouiller le système politique en sa faveur, ce qui va lui permettre d'être ainsi réélu en 2018. Mais la multiplication des scandales politiques et l'incapacité de son gouvernement à ramener la paix et la sécurité au centre et au nord du pays étaient autant des signes alarmants.

Dialogue de sourds entre les acteurs de la politique et de la société civile

La tentative avortée du Premier ministre Boubou Cissé, le 28 juillet 2020, de convaincre l'imam Mahmoud Dicko - le leader moral de la coalition M5-RFP - d'user de son influence pour qu'elle participe au gouvernement montrait combien les positions des 2 blocs semblaient

bien éloignées. Bien qu'ayant été un proche d'IBK en 2013, l'ancien président du Haut Conseil Islamique Malien (HCIM) appelait à sa démission en raison de sa responsabilité dans la situation de crise que traversait le Mali. Cette position était partagée par la société civile malienne.

L'intervention de l'armée et le départ d'IBK

Fatiguée d'une classe politique sourde à leurs préoccupations sécuritaires, l'armée décide à son tour d'agir. Le 18 août 2020, une mutinerie éclate au camp Soundiata Keita de Kati, situé à 15 kms au nord de Bamako. Dans la foulée, le président IBK et son Premier ministre Boubou Cissé seront mis aux arrêts. D'autres personnalités dont le président de l'Assemblée nationale Moussa Timbiné et le chef d'État-major de l'armée le général Abdoulaye Coulibaly seront également interpellés. Dans les rues, des milliers de Maliens qui laissent exprimer leur joie. Aux alentours de 23h30, IBK fait une allocution télévisée dans laquelle il annonce sa démission, la démission de son gouvernement et la dissolution du parlement. Dans la nuit, l'armée annonce la mise en place d'un Comité National du Salut du Peuple (CNSP) qui aura la charge de gérer la transition.

Le 4ème putsch de l'histoire du Mali

Le Mali vient de connaître le 4ème coup d'État de son histoire après ceux de 1968 qui mettaient un terme au régime du père de l'indépendance Modibo Keita par le général Moussa Traoré, déposé en 1990 par un autre militaire, le général Amadou Touma-

ni Touré (ATT), victime du 3ème coup d'État de l'histoire intervenu en 2012 en pleine crise djihadiste. Tous ces coups de force présentent le point commun d'avoir été déclenchés par des manifestations de rues.

Les défis qui attendent le CNSP

Il y a d'abord l'urgence sécuritaire. En effet, quelques jours après la chute d'IBK, 4 soldats maliens étaient tués et 1 grièvement blessé par un engin explosif non loin de la frontière avec le Burkina Faso. Ensuite il y a l'urgence économique en renouant avec les partenaires institutionnels et les bailleurs de fonds pour éviter la banqueroute de l'État malien, par une volonté affichée des militaires de lutter notamment contre la corruption. Enfin il faudra restaurer l'autorité de l'État sur tout le territoire malien en dotant les forces armées maliennes (FAMA) des ressources adéquates. Ces défis sont d'autant plus urgents qu'ils sont la cause de la chute du régime d'IBK. ●

Jean Paul Augé OLLOMO



Autorité Administrative
Zone Economique Spéciale
de Nkok



Le guichet unique

Un Ensemble de 22 administrations opérationnelles

- Direction Générale des impôts
- Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects
- Agence Nationale de la Promotion des Investissements
- Conseil Gabonais des Chargeurs
- Directions Générale de la Concurrence et de la consommation
- Direction Générale des Forêts
- Direction Générale des Industries, du Commerce du bois et de la valorisation des Produits Forestiers
- Direction Générale de l'Industrie et de la Compétitivité
- Direction Générale du Commerce
- Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature
- Centre National Anti-pollution
- Office National de l'Emploi
- Caisse Nationale de Sécurité Sociale
- Direction Générale du Travail, de la main d'œuvre et de l'Emploi
- Direction Générale de la Documentation et de l'Immigration
- Agence Nationale de l'Urbanisme, des Travaux Topographiques et du Cadastre
- Agence Gabonaise de la sécurité alimentaire
- Direction Générale de la statistique
- Agence Gabonaise de Normalisation
- Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale
- Ministère des Affaires Etrangères
- Trésor Public



Rejoignez-nous sur
[@ZERPdeNkok](https://www.facebook.com/ZERPdeNkok)



Suivez-nous sur
[@Zesnkok](https://twitter.com/Zesnkok)

Zone Economique Spéciale de Nkok
Immeuble du Guichet Unique
B.P.: 19134 Libreville - Gabon
www.aazerp.ga

LES BOUQUETS
CANAL+

UBA
United Bank for Africa

Salut, je suis
Leo
Le Banquier
virtuel



VOUS POUVEZ
DESORMAIS VOUS REABONNER
AUX BOUQUETS CANAL+

